



BAROMÈTRE DU GOUVERNEMENT/FÉVRIER 2018

Le duo Bongongo-Lumeya se maintient

Pour ce mois de février, Michel Bongongo et Lumeya Dhu Malegi respectivement ministres de la Fonction publique et des Affaires foncières sont en tête du baromètre publié par Les Points, suivis en ordre utile, par Ramazani Shadari de l'Intérieur (aujourd'hui promu secrétaire permanent du PPRD), Shé Okitundu des Affaires étrangères et Kokonyangi de l'Urbanisme et Habitat.

L'effet des événements ayant marqué le mois de février tels que le test de recrutement des jeunes dans l'administration publique, la suite des réformes au ministère des Affaires foncières, des actions au ministère de l'Intérieur, la diplomatie et la tournée asiatique du ministre de l'Urbanisme et Habitat, ont concouru au plébiscite des ministres concernés.

Page 4



Lumeya-dhu-maleghi



Michel Bongongo



Mobilisation des chrétiens catholiques le 25 février à Kinshasa

MARCHE DES CHRÉTIENS CATHOLIQUES

Le bourreau de Rossy bientôt déféré devant la cour militaire

Le tueur de Rossy Tshimanga tué dans la foulée de la marche des catholiques du 25 février à Kinshasa s'appellerait, d'après le communiqué de la police publié à cet effet, Tokis Kumbo, matricule 1198511210674, et ferait partie de l'escadron mobile d'intervention Mont-Amba. Il a été arrêté « pour avoir tiré des balles en caoutchouc à plus de vingt mètres »

sur la victime. L'incriminé sera déféré devant « l'autorité compétente pour violation des consignes ».

À Mbandaka dans la province de l'Équateur, l'on apprend que le policier auteur de l'assassinat, le même dimanche, du jeune Éric Boloko, a été condamné à la prison à perpétuité au terme d'un procès en flagrance.

Page 5

BRUXELLES

Publication du rapport « Africa Communications Leadership 2018 »

Le rapport, publié en français et en anglais, présente l'opinion de cinquante professionnels de différents pays dont la RDC sur le rôle du secteur de la communication dans le développement socioéconomique du continent africain. « Africa Communications Leadership 2018 » est une publication qui s'inscrit dans le cadre d'AfricaCommsWeek (ACW), co-fondée par la congolaise Annie Mutamba et la nigériane Eniola Harrison.

Le rapport, qui reflète la diversité du métier de communicant ainsi que ses défis et opportunités, se propose de répondre à la question de savoir comment la communication stratégique contribue à la transformation économique de l'Afrique.

Page 2

LIFKIN

Désiré Bonina élu président

Désiré Bonina Ifonge a recueilli, le 24 février, au salon présidentiel du stade des Martyrs seize voix sur dix-sept votants pour occuper pendant quatre ans le poste de président de cette instance kinoise de football. Il succède à Honoré Nsundi Zi Mpetelo, candidat à sa propre succession avant de se désister, après avoir dirigé pendant neuf ans cette instance du football kinois.

Son plébiscite à la tête de la Ligue de football de Kinshasa (Lifkin) sonne comme un couronnement d'une longue présence, carrière dans le milieu du football de Kinshasa, débutée au milieu des années 1980. Il entend célébrer avec faste le premier centenaire de la pratique organisée du football dans la capitale.

Page 6



Désiré Bonina

ÉDITORIAL

Rapprochement

Vous qui lisez chaque jour Les Dépêches de Brazzaville et Le Courrier de Kinshasa dans la version imprimée ou dans la version électronique de nos deux quotidiens, vous ne pouvez qu'être frappés par le rapprochement qui s'opère aujourd'hui entre les pays situés au cœur de l'Afrique centrale. Plus un jour ne passe, en effet, sans que des contacts à très haut niveau s'établissent publiquement, contacts qui témoignent de la volonté des Etats de se rapprocher.

Tirant les leçons des difficultés individuelles et collectives qu'ils vivent présentement le Congo, la République démocratique du Congo, le Gabon, l'Angola, le Rwanda, la Centrafrique, voire même le Cameroun échangent au sommet sur les sujets les plus divers, y compris sur les questions qui fâchent et qu'ils éludaient jusqu'à présent de façon diplomatique. S'il en va ainsi c'est parce que, de façon très évidente, seule une collaboration étroite entre les Etats permettra de franchir les obstacles de toute nature qui s'accumulent sur la route vers l'émergence suivie par les peuples du Bassin du Congo.

Qui, honnêtement, peut croire aujourd'hui que les problèmes auxquels se trouve confrontée cette partie du monde pourront être résolus à brève échéance par les gouvernants si ceux-ci ne sont pas solidaires, unis, résolus ? La communauté internationale ayant démontré son incapacité à agir dans le bon sens hier au Rwanda, aujourd'hui en Centrafrique et en RDC il ne reste plus qu'une voie à explorer : celle de la solidarité régionale, de la défense des intérêts communs, de la coopération au sens le plus large du terme, voire même de l'intégration économique qui a démontré son efficacité dans d'autres parties du monde, l'Europe tout particulièrement.

Le fait que le Congo, notre Congo, agisse résolument dans ce cadre comme le prouve la venue ces derniers temps à Brazzaville de nombreux chefs d'Etat ou de gouvernement ne doit rien au hasard. Convaincu que seul le rapprochement institutionnel des nations préservera la paix, Denis Sassou N'Guesso, qui préside pour un temps la Conférence internationale de la région des Grands Lacs, est très bien placé aujourd'hui pour faire progresser le projet de l'intégration. La partie, certes, n'est pas gagnée mais un grand pas en avant dans la bonne direction n'a plus rien d'illusoire. Nous devrions en avoir très vite la preuve.

Les Dépêches de Brazzaville

BRUXELLES

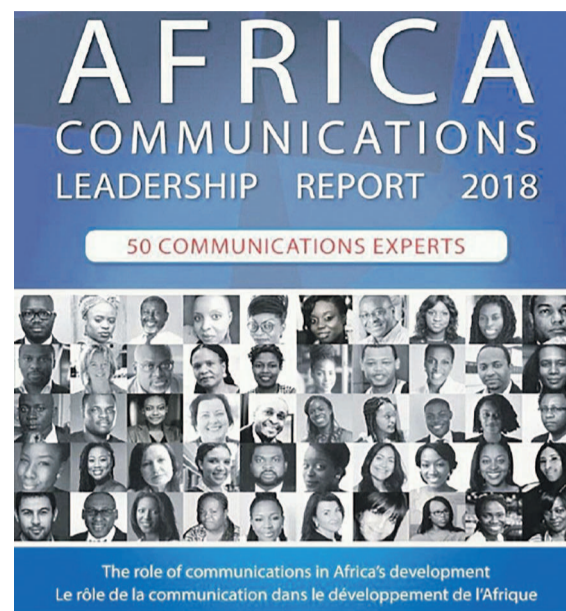
Publication du rapport « Africa Communications Leadership 2018 »

Le rapport, publié en français et en anglais, présente l'opinion de cinquante professionnels de différents pays dont la RDC sur le rôle du secteur de la communication dans le développement socioéconomique du continent africain.

« Africa Communications Leadership 2018 » est une publication qui s'inscrit dans le cadre d'Africa-CommsWeek (ACW), co-fondée par la Congolaise Annie Mutamba et la Nigériane Eniola Harrison. Le rapport, qui reflète la diversité du métier de communicant ainsi que ses défis et opportunités, se propose de répondre à la question de savoir comment la communication stratégique contribue à la transformation économique de l'Afrique. Annie Mutamba, co-fondatrice d'ACW, explique : « Il existe énormément de communicants à travers le monde qui proposent un narratif équilibré sur l'Afrique et en phase avec les réalités diverses de ce continent de cinquante-quatre pays. Mais ils exercent chacun de leur côté. Nous avons interrogé des leaders de la communication dans plus de quarante pays, en Afrique mais aussi en Europe, Chine, Russie, États-Unis, Canada... Responsables de la communication externe, chargés de communication interne, chefs de projet événementiel, media planners, consultants en RP, chefs de pub, responsables de la communication digitale, directeurs des affaires publiques... Individuellement, ils sont chargés de façonner la réputation et les messages de leur organisation ou client en Afrique. Collectivement, ils influent - intentionnellement ou non - sur la manière dont le continent africain est perçu », indique la spécialiste de la communication qui a également fondé et dirige Meridia Partners, première agence de conseil à Bruxelles, spécialisée dans les relations institutionnelles entre l'Europe et l'Afrique. Ainsi, pour Annie Mutamba, un narratif réaliste sur l'Afrique est en train d'émerger, mais trop de communicants en font la promotion de manière isolée. « Pour être efficace, il est temps de créer des ponts. C'est la mission d'Africa Communications Week et de ce rapport », précise-t-elle.

Rôle stratégique des professionnels de la communication

Pour les initiateurs de « Africa Communications Leadership 2018 », la réputation de l'Afrique a un impact sur son développement socio-économique et une approche stratégique est essentielle pour que les communicants prennent part activement à un récit vital pour la transformation du continent. « Les professionnels de la communication ont un rôle stratégique à jouer, en s'appropriant le narratif sur l'Afrique et



La couverture du Rapport en façonnant les conversations, les contenus et les politiques de leurs organisations, gouvernements et cultures », indique pour sa part Eniola Harrison, co-fondatrice d'ACW.

Pour les initiateurs du rapport et organisateurs d'ACW, les États africains devraient impliquer les leaders de la communication dans les processus de décision, afin de réduire leur déficit de réputation et répondre aux exigences d'une économie globalisée. Le Congolais Madimba Kadima-Nzuzi, directeur des relations publiques d'Edge Communications en RDC figure parmi les cinquante professionnels interviewés. Il estime que le rapport ACW est une formidable initiative qui a permis de libérer un espace d'expression pour les communicants du continent noir. « Il remplit une fonction de valorisation de la pratique des communicants africains et surtout constitue un carnet d'adresses pour des entreprises voulant communiquer dans ses différents pays », fait-il savoir.

Une évaluation critique et systématique du rôle de la communication

Animée par une équipe internationale de communicants de divers horizons, Africa Communications Week rassemble des professionnels du secteur à travers le monde afin de procéder à une évaluation critique et systématique du rôle de la communication dans le développement socioéconomique de l'Afrique. La deuxième édition d'Africa Communications Week se tiendra du 21 au 25 mai dans plus de vingt pays sur le thème « Intégration économique en Afrique : opportunités pour la communication ». La première édition avait eu lieu du 22 au 26 mai 2017.

Patrick Ndongidi

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo

Secrétaire des rédactions :

Clotilde Ibara

Secrétaire des rédactions adjoint :

Christian Brice Elion

Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,

Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nounou
Service Société : Parfait Wilfried Dou-niama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampou-

la (chef de service), Yvette Reine Nzaba,

Josiane Mambou Loukoula,

Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana

(chef de service), Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué

(chef de service), Rominiq Nerplat

Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Meryll Mezath

(Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama,

Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé

Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,

Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Mélaine Eta

Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain

Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à

côté de la Radio-Congo Pointe-Noire),

Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault

Chef d'agence : Nana Londole

Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-

Coordonnateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie

Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya

n°1430, commune de la Gombe /

Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)

Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,

Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël

Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien

Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault

Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs :

Comptabilisation des ventes, suivi des

annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie :

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques :

Adrienne Londole

Chef de service publicité :

Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia

Olabouré

Commercial Brazzaville : Errhiade

Gankama

Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :

Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin

Maouakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mou-

mbelé Ngon

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

iCoordonnateur Général : Rachyld Badila

Coordonnateur Adjoint du suivi

des Services Généraux : Jules César Olebi

Chef de section électricité et froid :

Siméon Ntsayouolo

Chef de section transport: Jean Bruno

Ndokagnia

Assistante : Sylvia Addhas

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Guillaume Pigasse

Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines :

Martial Mombongo

Chef de service prépresse : Eudes

Banzouzi

Gestion des stocks : Elvy Bombete

Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gues-

so, immeuble Les Manguiers (Mpila),

Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de ser-

vice), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi,

Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Émile Moundako Éyala (chef de service),

Eustel Chispain Stevy Oba, Nely Carole

Biantomba, Epiphanie Mozali

Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gues-

so, immeuble Les Manguiers (Mpila),

Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Chef de service : Maurin Jonathan

Mobassi.

Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale

www.lesdepechesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sas-

sou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers

(Mpila), Brazzaville, République du Congo /

Tél. : (+242) 05 532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle

Secrétaire général : Ange Pongault

MANIFESTATION DU 25 FÉVRIER

Le pasteur René Ilume réagit

Des réactions affluent après les marches pacifiques organisées par le Comité laïc de coordination de l'Église catholique de la RDC le 25 février à Kinshasa et dans certaines villes du pays. Pour l'ambassadeur de la RDC au Soudan du Sud et révérend pasteur René Ilume Tembele, ces manifestations ont connu un flop, car les chrétiens ne peuvent pas se rebeller contre les autorités établies par Dieu.

Selon le diplomate congolais et serviteur de Dieu, le président de la République, Joseph Kabila, à qui revient tous les mérites, a su mettre toutes les batteries en marche pour que la journée du 25 février soit une journée ordinaire, sans violence et troubles à l'ordre public. René Ilume met en exergue le fait que dimanche est le premier jour de la semaine, le jour où Dieu a commencé la création avec la séparation de la lumière des ténèbres, avant de prendre son repos le samedi. « C'est le dimanche que Jésus-Christ était ressuscité des morts. De ce fait, il n'est plus question pour qui que ce soit d'organiser quelque chose qui symboliserait les ténèbres que Christ est venu séparer de la lumière, surtout pas une église prétendument chrétienne. On ne peut pas assombrir une journée comme celle-ci si vraiment l'on croit en Jésus-Christ. C'est une journée de lumière, où l'on ne peut mener que de bonnes actions, des actions d'amour et non de haine, des actions de paix et non de violence », a-t-il fait remarquer.

« Et les marches ont eu pour point de départ, des églises, c'est-à-dire des lieux saints. Ce qui est en contradiction totale avec la mission même confiée à cette église et dénote d'une insoumission aux autorités. L'église, lieu de culte, doit symboliser une sorte de centre d'excellence où l'on ne peut cultiver que l'amour et la paix, et non la haine et la violence. Si nos frères catholiques comprennent cela, ce sera pour honorer le nom de notre Seigneur et Sauveur Jésus-Christ », a souligné René

Ilume.

Et il adresse ses prières et félicitations au président Joseph Kabila pour la sagesse dont il a fait montre, lui qui est le premier responsable des conséquences positives ou négatives de ces marches. « Que Dieu lui ajoute la sagesse exceptionnelle dans la gestion des affaires de l'État », dit-il. Ce serviteur de Dieu félicite aussi les chrétiens de manière générale, catholiques en particulier, eux qui sont devenus mûrs, sachant ce à quoi ils se sont engagés, c'est-à-dire accepter Jésus-Christ dans l'unique but d'hériter le royaume de Dieu. Car la parole divine déclare : « Cherchez d'abord le royaume des cieux, et le reste vous sera donné de surcroît ». « Ils ont donc compris qu'ils doivent avant tout sauver leurs âmes et que le salut est individuel, car aucune Église ne sauve, seule la foi en Christ sauve », soutient René Ilume qui adresse enfin ses félicitations à la population congolaise, kinoise en particulier, ayant vaqué librement à ses occupations le 25 février pour sa maturité et son attachement aux valeurs républicaines. C'est un atout important dans la marche d'un pays vers son développement, son épanouissement, son progrès. « La foi en RDC a grandi, les Congolais ne sont plus des bébés spirituels, des suiveurs aveugles, des moutons de Panurge. Ils sont devenus des hommes mûrs, responsables, sachant à quoi ils s'engagent, qui connaissent leurs droits et devoirs vis-à-vis de Dieu et de la nation », a-t-il constaté.

L'ambassadeur Ilume a dit son soutien à l'appel du pape François 1er de prier pour la paix en RDC et au Sud : « Nous encourageons toutes les initiatives tendant à consolider l'amour et la paix en Afrique et dans le monde. Aussi soutenons-nous l'appel du pape. Nous lançons un appel au clergé catholique de la RDC d'emboîter le pas et ne pas émettre un son différent de celui du pape, les évêques catholiques congolais devraient mettre tout en œuvre pour la paix en RDC ». Le Christ a dit : « Tant que cela dépend de vous, recherchez

la paix avec tous ».

Le chrétien et la soumission aux autorités

Il rappelle un passage de l'épître de Pierre, premier pape selon les catholiques : « Nous sommes des voyageurs et nous devons nous abstenir des convoitises charnelles, et nous devons nous soumettre aux autorités par motif de conscience, parce que celles-ci sont établies par Dieu ». Dans l'épître de Paul aux Romains (chapitre 13), il est écrit que celui qui s'oppose aux autorités s'oppose à l'ordre établi par Dieu. « Les chrétiens doivent faire très attention. La soumission aux autorités est donc un commandement. Et la solution à nos problèmes ne peut venir que de Dieu, c'est lui le Tout-Puissant, pas d'un homme », alerte le serviteur de Dieu, martelant que le chrétien est caractérisé par les fruits de l'esprit que sont l'amour, la joie, la paix, la patience, la fidélité à Jésus-Christ, la tempérance, la douceur, etc., et lorsque l'on a les neuf fruits de l'esprit, l'on ne peut pas se livrer à des actes de vandalisme, des marches, des pillages, des rébellions, etc. « Si la hiérarchie de l'Église catholique persiste dans cette voie, nous serons tentés de considérer qu'il y a tendance vers l'émergence de l'antichrist qui vient pour changer la loi, de croire ce que Matthieu chapitre 24, verset 16 parle : l'abomination de la désolation établie en lieu saint. Dans un lieu saint comme l'église, on ne peut prêcher que l'amour, la paix, en suivant l'exemple ou la recommandation de notre maître, Jésus-Christ, un chrétien est le représentant de Jésus-Christ sur la terre », a-t-il affirmé.

Selon René Ilume, l'église en tant que lieu saint ne devrait pas s'associer avec des partis politiques ou d'autres regroupements à caractère politico-social comme le Comité laïc de coordination (CLC). « Nous interpellons et invitons la haute hiérarchie de l'Église catholique de faire attention à ce qu'elle fait, car les païens nous regardent et nous jugent et ils vont déshonorer le



Le Pasteur René Ilume Tembele

nom de Jésus-Christ à cause de ces actes, à moins que l'Église catholique ne serve un autre maître que Jésus-Christ », a poursuivi le pasteur. Et il attire l'attention sur le fait que le Christ frappe et il peut punir un individu, une famille ou toute une nation à cause de l'iniquité des pères ou des enfants. « Dieu frappe par la famine, les épidémies ou la guerre (l'épée). Dieu existe réellement et nous devons en tenir compte. Les solutions sont donc auprès de Jésus-Christ », a-t-il signifié.

Et il a conclu en ces termes : « Nous devons être reconnaissant au président Joseph Kabila. Tenez, depuis les élections de 1960, il a fallu attendre 2006 sous Joseph Kabila pour la tenue des deuxièmes élections démocratiques. Il est un instrument que Dieu a choisi pour la réunification de la RDC qui était quasi morcelée, et reconstruire un pays qui a été détruit pendant 32 ans prend du temps. Mais l'on voit ses réalisations, et il aurait fait plus, n'eussent été les actions malveillantes de certains acteurs nationaux et internationaux ».

Martin Engimo

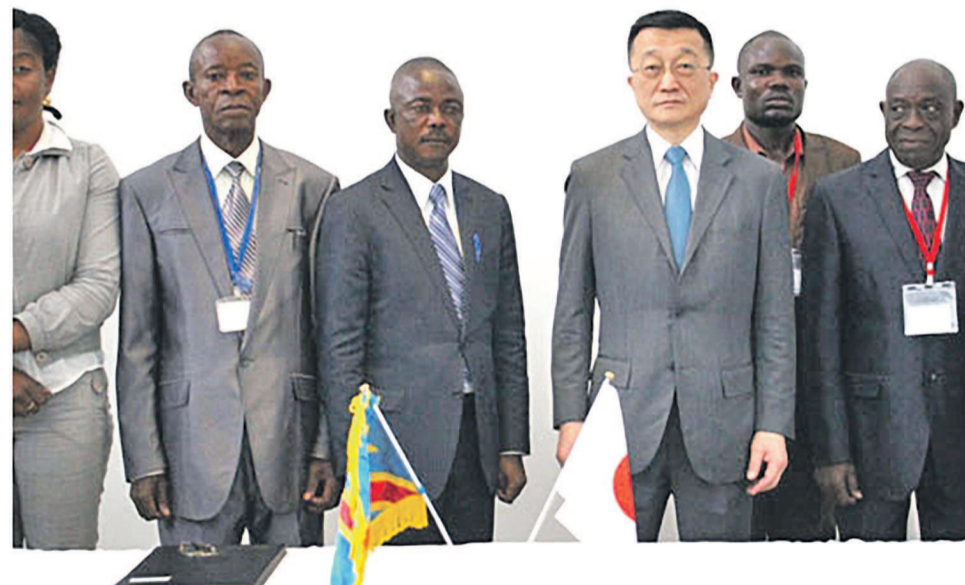
ÉDUCATION

Le Japon accorde 90 000 USD pour l'extension du Complexe scolaire Eureka

À travers un contrat de don pour le Projet intitulé « Extension et Équipement du Complexe scolaire Eureka situé dans la commune de N'sele » signé avec le président de l'Organisme pour le développement rural intégré (Odiri), Willy Lungoy Lusoki, l'ambassade de Japon vient de disponibiliser un financement de l'ordre de 90 651 USD.

L'ambassade du Japon finance les travaux d'extension du complexe scolaire Eureka dans le cadre du don aux micro-projets locaux qui contribuent à la sécurité humaine. Les travaux d'extension consistent à construire deux bâtiments scolaires dont un servira à la pratique professionnelle et des latrines. En plus de cela, il est prévu aussi la fourniture d'équipements nécessaires au Complexe scolaire Eureka.

Pour le diplomate nippon Hiroshi Karube, ce projet va contribuer non seulement à l'accès à l'éducation de base et au renforcement de l'insertion sociale et professionnelle mais aussi à l'autonomie financière des jeunes vulnérables. « Aussi va-t-il permettre d'augmenter



la capacité d'accueil des élèves du cycle primaire, secondaire et de la formation professionnelle puis offrir une formation plus pratique », a-t-il dit tout en émettant le vœu de voir ce projet « être une preuve de bonnes relations d'amitié

L'ambassadeur du Japon posant avec les responsables de l'Odiri qui existent entre la RDC et le Japon ».

Tout en sollicitant une coopération et une coordination étroite entre les personnes et organes concernés afin que ce projet s'achève avec succès, le diplomate japonais a mis l'accent sur le développement

des ressources humaines à travers l'éducation de base et la formation professionnelle.

Pour rappel, toujours dans le cadre de programme de coopération entre la RDC et le Japon, il a été signé, il y a plus d'une semaine, un contrat de don à la hauteur 90868 USD entre l'ambassade du Japon et l'Hôpital général de référence de N'djili pour la construction d'un bâtiment qui va abriter la salle d'urgence dans l'enceinte de cette formation hospitalière.

En plus de la construction d'un bâtiment pour la salle d'urgence, il est prévu aussi dans le cadre du projet intitulé « Construction d'un bâtiment pour la salle d'urgence » la fourniture des équipements médicaux à l'Hôpital général de référence de N'Djili. Tout cela va se faire dans l'objectif d'augmenter la capacité d'accueil, d'améliorer l'environnement médical, d'assurer un diagnostic rapide et offrir un service adéquat pour renforcer le système de santé dans la commune de N'Djili.

Aline Nzuzi

BAROMÈTRE DU GOUVERNEMENT DE FÉVRIER 2018

Le duo Bongongo-Lumeya se maintient

L'Institut de sondage Les Points vient de renouer, après un temps de répit, avec la publication régulière du baromètre du gouvernement qui permet de jauger l'action de chacun des membres de l'exécutif national. Pour ce mois de février, le sondage Les Points plébiscite Michel Bongongo et Lumeya Dhu Malegi respectivement ministres de la Fonction publique et des affaires foncières en raison de l'impulsion qu'ils ont imprimée dans leurs secteurs d'activités avec, à la clé, des mesures courageuses ainsi que des innovations de taille y apportées dans une approche de développement intégral.

Le nouveau sondage Les Points effectué du 23 au 24 février et constitué d'après la méthode des quotas couvre la ville-province de Kinshasa avec un échantillon de mille personnes représentatives du milieu urbain, âgées de dix-huit ans et plus. Conduite par une expertise éprouvée en la matière, l'étude présente des résultats soumis aux marges d'erreur inhérentes aux lois statistiques. Toutefois, le reflet de l'opinion y apparaît nettement dans les résultats avec une marge d'erreur très infime. À la lumière des résultats obtenus, le quinté gagnant du gouvernement Tshibala est constitué en ordre utile des ministres Michel Bongongo de la Fonction publique, Lumeya Dhu Malegi des Affaires foncières, Ramazani Shadari de l'Intérieur (aujourd'hui nommé secrétaire permanent du PPRD), Shé Okitundu des Affaires étrangères et enfin Kokonyangi de l'Urbanisme et Habitat. L'effet des événements ayant marqué le mois de février tel que le test de recrutement des jeunes dans l'administration publique, la suite des réformes au ministère des Affaires foncières, des actions au ministre de l'Intérieur malgré le départ de son titulaire du gouvernement, la diplomatie et la tournée asiatique du ministre de l'Urbanisme et Habitat ont concouru au positionnement des concernés aux avant-postes.

Bongongo et Lumeya se démarquent

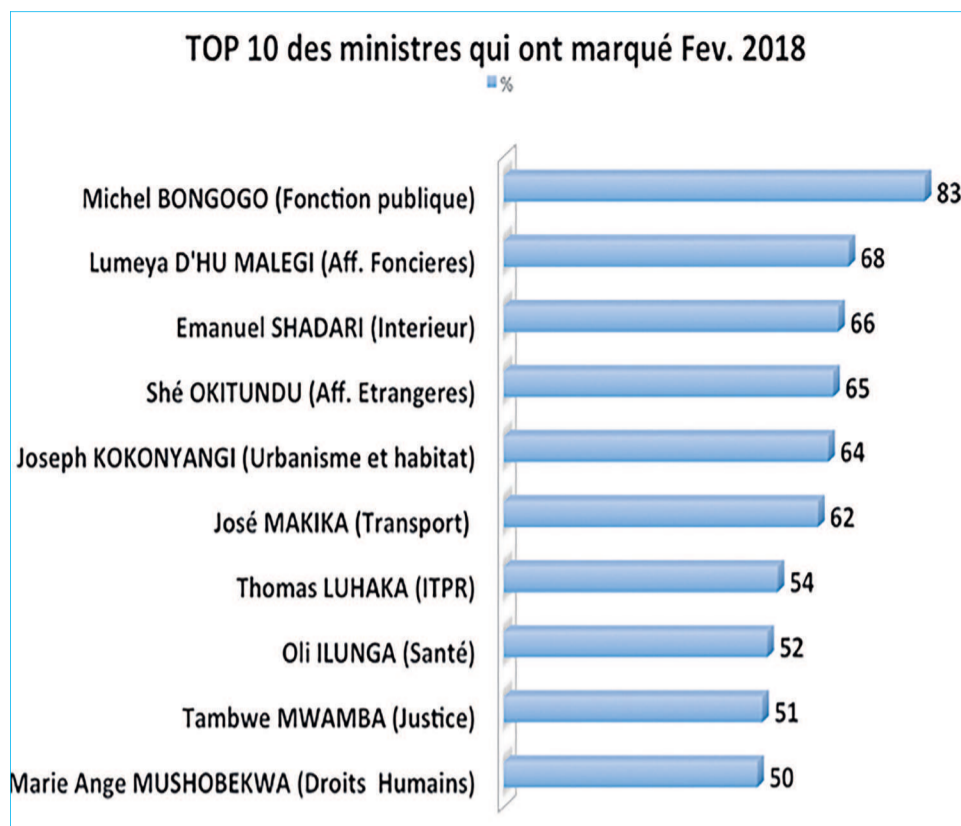
Michel Bongongo, ministre de la Fonction publique se maintient à la première place et connaît un accroissement de côtes de 2% par rapport au mois de janvier 2018. Son action continue à séduire 83% des personnes interrogées par l'effet de la poursuite du processus du recrutement de 1000 jeunes dans l'administration publique, une initiative du gouvernement de la République soutenue financièrement par la Banque mondiale et pilotée par le Programme de la réforme et du rajeunissement et de l'administration publique (PPRAP), structure sous tutelle du minis-

tère de la Fonction publique. Grâce à la discipline imposée par l'actuel patron de la Fonction publique, le recrutement se déroule en toute transparence allant jusqu'à convaincre les différents candidats quant au sérieux qui caractérise cette opération. Dans un contexte marqué par une crise politique due à la non-organisation des élections à cause du manque des moyens financiers, l'apport de chaque ministère dans la mobilisation des recettes est nécessaire et même exigé. À cet effet, le ministre des Affaires foncières, Lumeya Dhu Malegi, classé deuxième, semble mettre d'accord bon nombre des Congolais par la contribution remarquable de son secteur au Trésor public.

Soucieux d'atteindre le seuil des recettes fixé, il a donné des instructions claires à ses services qui ont visiblement gagné leur pari à la suite du climat social apaisé instauré dans son secteur grâce à une répartition équitable des rétrocessions à la satisfaction générale des agents et cadres du Secrétariat général. Pour 68% des personnes sondées (soit un accroissement de 1%) qui l'ont classé à la deuxième place des « ministres les plus appréciés », Lumeya Dhu Malegi a remis de l'ordre aux Affaires foncières. Ils relèvent également l'enrichissement et la sécurisation du domaine des réserves foncières après une lutte acharnée menée contre l'anarchie qui conduisait les Chefs de terres à vendre des parcelles au premier venu sans recourir aux services fonciers.

De son côté le ministre de l'Intérieur, Emmanuel Ramazani Shadari, bien qu'il ne fasse plus partie du gouvernement, y a laissé des empreintes indélébiles au cours de ses quatorze mois passés aux affaires, notamment la pacification du Grand Kasai, la formation de la police et la résolution pacifique du conflit datant de près d'une décennie entre pygmées et Bantous dans le Tanganyika grâce à son approche pacifique axée sur le dialogue.

En février 2018, le ministre de l'Intérieur a convaincu près de 66% des Congolais qui estiment fructueux ses déplacements à l'intérieur du pays où il s'est rendu avec certains de ses conseillers, pour former de nouveaux administrateurs de territoires récemment nommés par le chef de l'État. On note également que le désormais ex-patron de l'Intérieur et Sécurité et nouveau secrétaire permanent du PPRD a réussi à maîtriser la situation sécuritaire dans la ville de Kinshasa, laquelle ville a enregistré moins d'attaques des délinquants urbains appelés Kuluna. Il pointe à la troisième marche du baromètre du gouvernement.



Graphique sondage Les Points - février 2018

Une diplomatie requinquée

La quatrième place de ce top 10 mensuel est occupée par le vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères qui obtient 65%. Léonard She Okitundu a poursuivi son offensive diplomatique durant le mois de février et a notamment été un des acteurs principaux de la consolidation des relations diplomatiques entre la République démocratique du Congo et la quasi-totalité de ses voisins. Pour cimenter ces relations, le chef de la diplomatie congolaise a accompagné le chef de l'État lors de son déplacement en Zambie et il a été en vedette lors de l'arrivée à Kinshasa des présidents angolais, congolais et gabonais. Le ministre de l'Urbanisme et Habitat, Joseph Kokonyangi a fait parler de lui positivement, en février, grâce au lobbying gagnant mené au 9e sommet mondial urbain tenu à Kuala-Lumpur en Malaisie où il a représenté valablement la RDC. Pour 64% des personnes sondées, cette mission réussie prouve que le secrétaire général adjoint de la majorité présidentielle est aussi efficace à l'extérieur du pays qu'à l'intérieur où il ne rate pas une seule occasion de rappeler à l'ordre ceux qu'il considère comme des « ennemis de la patrie ».

Durant son séjour en Asie, il a pris des contacts importants qui devront dans les prochains jours pour l'amélioration de son secteur avec, entre autres, l'arrivée des nombreux investisseurs. Le but poursuivi est d'améliorer davantage l'habitat du Congolais en construisant des logements sociaux à moindre coût pour désengorger les villes et cités existantes. Autre mesure appréciée par la population, l'interdiction de construction des immeubles dépassant plus des trois niveaux pour préserver l'intimité des voisins dans les quartiers résidentiels. Il gagne une place au baromètre Les Points, passant de la sixième à la cinquième place.

Pour sa part, le vice-Premier ministre chargé des Transports et Voies de communication, José Makila, a lui aussi été actif. Ce qui a motivé 62% des sondés à le hisser à la 6e place. On note qu'il a accompagné à plusieurs reprises le chef de l'État à Matadi dans le Kongo central où il s'était rendu pour inaugurer le nouveau

bâtiment du gouvernement. Il a également été présent en Zambie et n'a pas raté l'occasion de prendre langues avec des potentiels partenaires du gouvernement congolais dans son secteur.

Infrastructures et santé avant tout !

De son côté, le ministre des Infrastructures, Travaux Publics et Reconstruction a été à pied d'œuvre dans la réhabilitation de certaines routes à Kinshasa. Cependant, ce qui a attiré le plus de monde, c'est l'annonce des travaux de réhabilitation des routes de l'ex-province de l'Équateur. Pour 54% des Congolais sondés, Thomas Luhaka s'active pour améliorer l'état des routes et fait partie des ministres jugés plus entreprenants. Dans la capitale, l'on apprécie l'avancée des travaux de réhabilitation de la route Mokali, située dans le district de la Tshangu. Grâce à la rapidité avec laquelle le gouvernement a stoppé la propagation de l'épidémie de choléra à Kinshasa, le ministre de la Santé, Oli Ilunga, signe son retour dans ce baromètre. Pour 52% des personnes sondées, l'ancien cadre de l'UDPS a capitalisé l'aide des partenaires du gouvernement congolais dans le domaine de la santé et a fait montre d'un pragmatisme qui manque à bon nombre des membres du gouvernement.

Au bas du classement se retrouvent les ministres de la Justice, Alexis Tambwe Mwamba, et sa collègue des Droits humains, Marie-Ange Mushobekwa avec respectivement 51% et 50% d'opinions favorables. Le ministre de la Justice s'est attiré l'admiration de l'opinion par la guerre qu'il a lancée et qu'il poursuit contre les faux magistrats et surtout en signant l'arrêt portant libération d'une dizaine de prisonniers politiques dont l'ancien directeur de cabinet de Moïse Katumbi, Pr Huit Mulongo. Pour bon nombre des Congolais, la ministre des Droits humains reste sur la bonne voie en ce sens qu'elle suit de très près les dossiers des enquêtes sur les manifestations de décembre et de janvier derniers et ne cesse de rassurer quant à la détermination du gouvernement à réprimer les auteurs de violations de droits de l'homme.

Alain Diasso

**UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ADRESSER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT**

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr



MARCHE DES CHRÉTIENS CATHOLIQUES

Le bourreau de Rossy bientôt déféré devant la Cour militaire

À Mbandaka dans la province de l'Équateur, le policier, auteur de l'assassinat du jeune Éric Boloko, a été condamné à la prison à perpétuité au terme d'un procès en flagrance.

Les choses sont allées très vite. Juste après la manifestation du 25 février à Kinshasa qui a vu le jeune Rossy Mukendi être fauché par une balle à l'intérieur de la paroisse Saint-Benoît de Lemba alors qu'il fermait le portail pour empêcher la propagation du gaz lacrymogène, la police a vite mis la main sur son bourreau. Le tueur s'appellerait, d'après le communiqué de la police publié à cet effet, Tokis Kumbo, matricule 1198511210674 et ferait partie de l'escadron mobile d'intervention Mont-Amba. Il a été arrêté, à en croire la source policière, « pour avoir tiré des balles en caoutchouc à plus de 20 mètres sur Mukendi Kadima Rossi » qui succombera de ses blessures quelques instants après son acheminement à l'hôpital.

Le tueur présenté par la police n'est pas celui dont le nom et le visage circulent sur les réseaux sociaux. En effet, pour le commun des Kinois abonnés aux réseaux sociaux, la policière Carine Lokeso serait bien l'auteur présumé du crime. Chacun y va de son commentaire, allant jusqu'à envisager une expédition punitive au domicile de Carine Lokeso dont on dit qu'elle

ne serait pas à son premier forfait. À ce sujet, la police apporte un éclaircissement : « Le policier, en tirant sur le jeune manifestant, a tenté de protéger son commandant qui était pris à partie par une foule hostile ». Ce commandant dont la police fait allusion est justement l'agent Carine Lokeso qui se trouvait, d'après la version de la police, en situation de légitime défense. Alors qui finalement a tiré sur l'infortuné Rossy ? En tout cas, entre la version de la police et celle défendue par une certaine opinion kinoise, le fossé est tout grand. Toujours est-il que l'agent de l'ordre arrêté sera déféré devant « l'autorité compétente pour violation des consignes ». Situation quasi similaire à Mbandaka où l'on a également déploré la mort, le même 25 février, du jeune Éric Boloko qui a reçu une balle réelle. L'auteur du crime est l'agent de police Agbe Obeid incriminé pour avoir tiré à bout portant sur sa victime alors qu'elle rentrait paisiblement chez elle. Le policier a été condamné à la prison à perpétuité au terme d'un procès en flagrance organisé par le tribunal militaire de la garnison de Mbandaka, chef lieu de la province de l'Équateur.

Alain Diasso

HCR

Onze réfugiés congolais tués par la police rwandaise

Le Haut commissariat de l'ONU aux réfugiés (HCR) a annoncé, le 26 février, que onze réfugiés congolais avaient été tués par la police rwandaise lors de la dispersion d'une manifestation contre des rations de nourriture jeudi dernier.



Des réfugiés congolais au Rwanda

Un précédent bilan, donné le lendemain du drame par les autorités rwandaises, faisait état de cinq morts. La répression des manifestations du 22 février a causé « la mort tragique de onze réfugiés (huit dans la localité de Karongi et trois dans le camp de Kiziba - ouest) », a indiqué dans un communiqué le HCR, qui se dit à la fois « choqué et perturbé ». Les réfugiés avaient organisé dans les jours précédents la manifestation des sit-in pour protester contre la réduction des rations alimentaires dans ce camp où vivent quelque 17.000 personnes venues de l'est de la République démocratique du Congo, certaines il y a plus de vingt ans.

La décision de réduire d'un quart ces rations a été prise par le Programme alimentaire mondial (PAM), en raison « d'un manque de fonds », selon Jean-Claude Rwahama, responsable rwandais de la politique des réfugiés. Jeudi, le mouvement de protestation avait pris la forme d'une manifestation, la police rwandaise affirmant que des individus

« violents armés de pierres, de bâtons et de projectiles en fer » avaient agressé et blessé sept policiers. « Cette tragédie aurait dû être évitée et l'usage disproportionné de la force contre des réfugiés n'est pas acceptable », a déclaré Daniela Ionita, du bureau du HCR au Rwanda. Sur les onze victimes, huit ont été tuées à Karongi, où des milliers de réfugiés protestaient près des bureaux du Programme alimentaire mondial, et trois autres dans le camp de Kiziba lors de heurts avec la police.

« Le HCR déplore que ses appels à maintenir le calme et à la retenue n'aient pas été entendus la semaine dernière », poursuit le communiqué. Outre des Congolais, le Rwanda accueille aussi des réfugiés d'un autre pays voisin, le Burundi: au total, 173.000 personnes réparties dans six camps. Le HCR affirme n'avoir reçu que 2% des 80 millions d'euros qui lui avaient été promis par la communauté internationale pour venir en aide à ces réfugiés au Rwanda en 2017.

AFP

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



* CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



VODACOM LIGUE 1

V. Club soumet à MK, Sanga Balende défait Lubumbashi Sport

La phase des poules de la 23e édition du championnat national de football organisé par la Ligue nationale de football (Linafoot) connaît quasiment son épilogue. L'heure est maintenant à l'ultime phase du play-off.

Au terme des dernières rencontres du tour classique dans la zone de développement ouest, l'AS V.Club a consolidé sa deuxième place qualificative, le 26 février, au stade Tata Raphaël de Kinshasa, face au FC MK par trois buts à deux. C'était pour le compte de la 24e et avant-dernière journée. MK a ouvert le score à la 32e minute par Kasongo, avant que Mani n'ait égalisé pour V.Club à la 58e minute. V.Club a ensuite pris de l'ascendant sur son adversaire avec le but du latéral gauche international Glody Ngonda Muzinga à la 63e minute. Mais Mukono du club tuteuré par l'homme d'affaires Max Mokey Nzangi a égalisé à la 82e minute. Deux minutes plus tard, Glody Ngonda, encore lui, a signé un doublé, offrant les trois points de la victoire aux Dauphins Noirs de la capitale à la 84e minute, au terme d'un match à rebondissements. L'on note le match nul le samedi entre Racing Club de Kinshasa et Renaissance du Congo (0-0).

Dans la zone de développement centre-sud, Sa Majesté Sanga Balende de Mbuji-Mayi dictait sa loi, le 24 février, au stade Frédéric-Kibasa-Maliba de Lubumbashi, à la formation locale de Lubumbashi Sport. Score de la partie : trois buts à un pour les



V.Club à l'entraînement dans son centre sur les hauteurs de Kimbondo à Kinshasa

Anges et Saints du Kasai oriental. Kanku Bukasa ouvrait la marque à la 12e minute, avant le doublé de Lusiel Mandé, buteur maison de team sang et or de Mbuji-Mayi, à la 32e et 65e minute. Tshibala réussissait à réduire la marque à la 52e minute pour les Kamikazes de la capitale RD-congolaise du cuivre.

Dans l'autre match disputé le même jour, le CS Don Bosco de Lubumbashi s'imposait face au FC Saint-Éloi Lupopo par un but à zéro. Élysé Kapongola était l'auteur de l'unique but de la partie à la 33e minute. Et le 25 février au stade TP Mazembe de la com-

mune de Kamalondo, la Jeunesse sportive Groupe Bazano a étrillé l'Ecofoot Katumbi par quatre buts à un dans le cadre de la 17e journée de cette zone de développement centre-sud. Les écoliers de l'Académie Katumbi ont été les premiers à ouvrir la marque dès la 9e minute par Kandu. Mais ensuite ils ont complètement explosé face aux Lumpas, concédant l'égalisation à la 42e minute par le biais de l'attaquant Mundele de JS Groupe Bazano. Tshienda à la 53e minute, Ndele à la 74e minute et Mundele à la 88e minute pour le doublé ont fini d'assommer les jeunes joueurs de

l'Ecofoot Katumbi.

Ce succès permet au JS Groupe Bazano de totaliser vingt points et espérer une qualification au play-off en cas d'un résultat probant face à Sanga Balende en dernière journée. Notons aussi la victoire de Tshinkunku sur Dibumba de Tshikapa par un but à zéro le dimanche au stade des jeunes de la commune de Katoka à Kananga, les Bilembi de l'ex-Kasai oriental conservent aussi leurs chances de qualification. L'on rappelle dans cette zone que Mazembe est premier, devant Lupopo et Sanga Balende.

Dans un duel de tête de la zone de développement est, l'AS Maniema Union a eu raison, au stade Joseph Kabila de Kindu, de la formation de Mont Bleu de Bunia (province d'Ituri) par trois buts à un. Récemment qualifié pour les seizièmes de finale de la Coupe de la Confédération en écartant de son chemin l'AS Manga Sport du Gabon, Maniema Union finit premier de cette zone est, accédant ipso facto au play-off. Mais le club de Kindu devrait jouer le mardi son dernier match contre DC Virunga de Goma.

Martin Engimo

LIFKIN

Désiré Bonina élu président

Son élection à la tête de la Ligue de football de Kinshasa (Lifkin) sonne comme un couronnement d'une longue présence, carrière dans le milieu du football de Kinshasa, débutée au milieu des années 1980.

Désiré Bonina Ifonge a recueilli, le 24 février, au salon présidentiel du stade des Martyrs seize voix sur dix-sept votants pour occuper pendant 4 ans le poste de président de cette instance kinoise de football. Il succède à Honoré Nsundi Zi Mpetelo, candidat pour sa propre succession avant de se désister juste avant le scrutin, après avoir dirigé pendant 9 ans.

Le nouveau comité exécutif de la Lifkin se compose donc de Désiré Bonina comme président, secondé par deux vice-présidents dont Jean Chrysostome Thien Zing Zinghat, et Emmanuel Floris Kamaluanda Mbunga. Le poste de secrétaire provincial est vacant car le seul candidat Belge Situatata Matuluakila n'a pas pu totaliser la majorité des voix (sept sur dix-sept votants) après deux mandats de suite. Pierrot Mosengo Izagba Kadzoya a été élu secrétaire provincial adjoint alors qu'Elise Betu Badibake s'occupera de la trésorerie de la Lifkin pour les quatre prochaines années. Les deux membres



Désiré Bonina Ifonge

du comité sont Alain Bussy Waso et Hector Mvezolo Belabala Lelo.

Le plan d'action de Bonina...

Ancien premier vice-président de la Lifkin qui avait démissionné en 2015 et membre actuel du Comité olympique

congolais, Désiré Bonina attend changer les choses. Quelques jours avant son avènement à la tête de la Ligue, il présentait son plan d'action dans une réunion restreinte. Il s'agit d'entretenir de bons rapports avec toutes les autorités techniques et politico-administratives, restaurer l'autorité de la Lifkin, la formation des dirigeants d'entités sportives, des clubs, des staffs techniques et médicaux, des athlètes des officiels de match, et même des journalistes sur les dix-sept lois de jeu. Il propose aussi des amendements aux textes, doter le football féminin en équipements

et relancer le football des jeunes. Désiré Bonina pense également au problème des infrastructures. Il envisage la réhabilitation du stade Cardinal Malula ex-24 novembre situé dans la commune de Kinshasa, avec le concours des auto-

rités compétentes. Il compte soumettre au président de la Fédération congolaise de football association, Constant Omari, un projet de dotation d'une pelouse synthétique au stade ex-24 Novembre, et la réhabilitation des gradins, vestiaires et installations sanitaires dudit stade.

Le nouveau patron du football kinois entend célébrer avec faste le premier centenaire de la pratique organisée du football dans la capitale. Le but ici est de consolider la fraternité entre les membres du comité exécutif de la Lifkin et ceux des entités sub-déléguées. Désiré Bonina veut aussi innover avec l'organisation d'un tournoi de football dénommé « Trophée du gouverneur de la ville », apprend-on, avec la participation de toutes les vingt-quatre communes de Kinshasa afin d'aboutir à la formation d'une équipe provinciale de football de moins de 17 ans qui va prendre part au Festival national du football des jeunes. Il a aussi promis l'implication de la Lifkin dans l'organisation du tournoi interscolaire à Kinshasa. Il y aura donc constitution de plusieurs commissions ad hoc pour étudier la faisabilité de tous ces projets visant le progrès du football kinois.

Martin Engimo

BRÈVES

SOMALIE

Les dirigeants des pays contributeurs des troupes de la Mission de l'Union africaine en Somalie (Amisom) se réuniront à Kampala pour discuter du processus de transition des responsabilités sécuritaires aux Forces nationales somaliennes de sécurité. Le sommet est convoqué dans le cadre des conclusions de la réunion de septembre dernier, organisée à New York par le président Yoweri Museveni, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies. En novembre, l'Amisom a annoncé le retrait de mille des vingt-deux soldats du pays de la Corne de l'Afrique et le retrait de tous les soldats étrangers de maintien de la paix d'ici à la fin de l'année 2020.

AFRIQUE DU SUD

Le Parlement panafricain (PAP) organisera, les 2 et 3 mars à Johannesburg, un séminaire régional avec le Forum parlementaire sur les armes de petit calibre et armes légères (SALW) visant à lutter contre le trafic d'armes à feu illicite en Afrique. Ce séminaire est destiné à renforcer l'engagement et la compréhension des parlementaires et les instruments de contrôle des armes au plan régional et international. Ils discuteront des mesures efficaces pour lutter contre la prolifération incontrôlée des SALW sont essentielles pour empêcher et réduire les violences armées. Les députés d'Afrique du Sud, du Zimbabwe, du Cameroun, de la République démocratique du Congo et du Malawi, ainsi que d'autres membres du PAP doivent participer à ce séminaire.

CÔTE D'IVOIRE

Le directeur général du port autonome d'Abidjan, Hien Sié Yacouba, a annoncé un investissement de 1 100 milliards de francs CFA pour améliorer la qualité des différentes infrastructures et structures portuaires sur la période 2018-2021. Le trafic global du port d'Abidjan s'est établi à 22,5 millions de tonnes contre 21,7 MT en 2016, soit une hausse significative de 3,8%. Ce bon résultat est tiré par le trafic national qui s'est élevé à 19,33 millions de tonnes en 2017, en hausse de 5,5%. Ce trafic est tiré par les exportations de cacao (+32%) de la Côte d'Ivoire, premier producteur mondial, et du manganèse (+149%), en raison du boom minier lié à l'augmentation des cours sur le marché international.

CAMEROUN

Les recettes pétrolières découlant de la vente du pétrole par la Société nationale des hydrocarbures (SNH), au titre de l'année 2017, s'élèvent à 349 milliards de francs CFA. Ces fonds reversés dans les caisses de l'Etat connaissent une augmentation de 57,8 milliards de francs CFA par rapport à l'année précédente où les recettes pétrolières étaient de 291 milliards de francs CFA. D'après de fiables informations, cette hausse des recettes pétrolières se justifie par l'embellie observée sur le marché international, avec la remontée des cours du baril du pétrole en 2017 par rapport à 2016. Pour l'année 2018, tenant compte des fluctuations du prix du baril, le Cameroun table sur 362 milliards de francs CFA de recettes pétrolières, soit une hausse attendue de 13 milliards de francs CFA.

CENTRAFRIQUE

La Banque mondiale (BM) a financé, à hauteur de 30 millions de dollars, un projet de réinsertion de 5 000 ex-combattants. Ce projet qui entre dans le cadre du processus de Désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) ouvre des opportunités de formation professionnelle, mais aussi d'acquisition de moyens de subsistance aux bénéficiaires. Les communautés d'accueil, grâce à ce programme, bénéficieront d'infrastructures socio-économiques de base. Un projet pilote du DDR a permis l'incorporation de 240 ex-combattants dans les Forces armées centrafricaines en 2017. Ce projet d'insertion socioprofessionnelle des ex-combattants durera trois mois.

Josiane Mambou Loukoula

EXPOSITION

Les Doigts Verts Congo au 55^e Salon international de l'agriculture

Au milieu de plus de 1 000 exposants du Salon international de l'agriculture, l'entreprise agro-industrielle Les Doigts Verts Congo participe, depuis le 24 février et jusqu'au 4 mars, au rendez-vous agricole du Parc des expositions porte de Versailles, ouvert sur le thème « L'agriculture, une aventure collective ! ».

C'est au Salon international de l'agriculture de Paris, que l'entreprise congolaise, Les Doigts Verts Congo, inscrite sur le registre de la recherche, de la transformation et du développement de l'agriculture en République du Congo, est venue en France pour sa 1^{ère} participation depuis sa création il y a quatre ans.

Participer pour obtenir une image des tendances dans l'agriculture tout d'abord en présentant le potentiel agricole du Congo, ensuite, découvrir des nouveautés, des techniques, des produits locaux ou plutôt échanger directement avec les producteurs : « Car, explique la direction de l'entreprise, les métiers de l'agriculture et de l'élevage sont notre ADN ».

Le thème de cette année, consistant à considérer l'agriculture comme une aventure collective, s'inscrit dans la vision stratégique de l'entreprise, précise-t-on. Pour son projet intitulé « Transformation agricole pour le développement de l'agriculture au Congo », l'entreprise congolaise incite les agriculteurs à s'organiser et à se regrouper. Dans la foulée, elle assure l'accompagnement de leurs projets agricoles, leur formation aux métiers agricoles, en apportant l'assistance technique, le conseil, les analyses ou la recherche de financement, peut-on lire sur la plaquette de présentation.

« Toutefois, l'émergence et l'organisation des acteurs du secteur agricole s'imposent



L'ambassadeur de Côte d'Ivoire en France, Charles Gomis, dégustant des Tsui-teke. Crédit photo : Marie Alfred Ngoma

pour le développement économique du Congo. C'est pourquoi la société « Les Doigts Verts Congo » effectue le déplacement là où nous pourrions trouver des réponses susceptibles de rendre notre agriculture attractive, performante et profitable aux populations congolaises », clame Chérubin Fortuné Nkounkou, son directeur.

Et d'exprimer sa volonté : « Nous voulons repartir de ce salon avec des solutions à adapter au Congo, pays connu pour un contexte géographique, rural, démographique, économique, nutritionnel et stratégique qui offre plusieurs opportunités de développement. Notre objectif est de diversifier l'économie et de réduire progressivement la dépendance des importations de denrées alimentaires ».

Au Pavillon 5.2 dédié à la découverte des spécialités de nos 5 continents, sur le stand A023, Les Doigts Verts Congo cohabitent les entités suivantes : la ferme agropastorale d'Ivongui ; Agrolac ; Anaco dont la pro-

duction de noix d'acajou est à chaque dégustation appréciée par les visiteurs en général et plus particulièrement par les producteurs ivoiriens et Glacy, avec la production de glaces/sorbets à base de fruits en provenance du Congo tels que le « Tsui-téké et les malombo. Une dégustation offerte aux visiteurs par Christine Makany initiatrice du projet « Glacy ». « Une preuve que nous pouvons sublimer les saveurs de chez nous. Prenons conscience et, il est temps de domestiquer nos fruits issus d'une terre agricole pure », a-t-elle confié.

Quatre représentations, entre autres, des agriculteurs congolais de l'écurie de l'entreprise Les Doigts Verts Congo. « Par patriotisme, nous nous donnons pour mission d'être le leader de ce regroupement et de nous positionner en qualité d'interlocuteur entre les secteurs agricoles privé et public afin d'interagir auprès des partenaires techniques, financiers et institutionnels », se félicite le directeur.

Marie Alfred Ngoma

**Vous venez de perdre un être cher
et vous souhaitez utiliser notre quotidien
pour le faire savoir à vos proches**

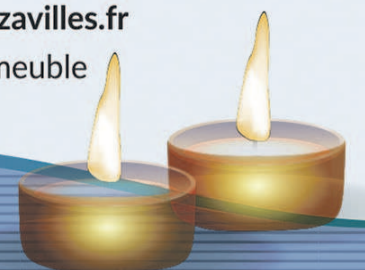


Une équipe de professionnels est à votre disposition

Tél: +242 05 532 0109

E-mail.: regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr

84, bd Denis Sassou N'Gusso Immeuble
les Manguiers (Mpila), Brazzaville



PROCOLE DE NAGOYA

Les experts échangent à Brazzaville

Organisé par la direction générale du développement durable, avec l'appui technique et financier du secrétariat exécutif de la Comifac et de la GIZ, l'atelier de sensibilisation et d'opérationnalisation de la plate-forme des acteurs de la recherche scientifique et technique relatif au protocole de Nagoya a été ouvert le 21 février par la ministre du Tourisme et de l'environnement, Arlette Soudan-Nonault.

La tenue de cet atelier fait suite au protocole ratifié par le Congo le 14 mai 2015 et plusieurs actions menées en vue de mettre en œuvre le Protocole de Nagoya. Parmi ces actions menées, il y a l'organisation le 11 mars 2016, à la grande bibliothèque de l'université Marien-Ngouabi, d'un atelier de sensibilisation des acteurs de la recherche scientifique et technique, en vue de leur permettre de mieux comprendre les dispositions du protocole et définir leur rôle dans le processus APA. Au terme des travaux de cet atelier, les participants avaient recommandé, entre autres, de mettre en place une plate-forme des acteurs de la recherche scientifique et technique, en vue de mieux jouer leur rôle dans le processus APA.

Cet atelier a pour objectifs de permettre un échange d'expériences, et de contribuer à la valorisation

des résultats de la recherche dans la mise en œuvre du protocole de Nagoya. Il s'agira aussi, parmi les objectifs spécifiques, de mieux

quait la prise de conscience de sa dégradation, caractérisée, entre autres, par le rythme inquiétant d'extinction des espèces, l'ap-

nouvelles ressources génétiques pour développer ou améliorer leurs produits, lesquels constituent in fine, des produits déri-

défi pour nos pays en développement. Atout, dans la mesure où il s'agit de promouvoir les objectifs à long terme de conservation, d'utilisation durable et de bien-être socio-économique grâce à des mesures d'incitation relatives au commerce, au marché et à l'utilisation des technologies modernes ; défi, dans le sens où l'atteinte de ces objectifs nécessite d'élaborer et de s'entendre sur des mécanismes juridiques, méthodes et politiques visant à donner une réalité pratique au concept d'accès et de partage des avantages.

Ce protocole de Nagoya, a-t-elle ajouté, prévoit plusieurs obligations en ce sens, parmi lesquelles : l'assurance d'une certitude juridique, d'une clarté et d'une transparence ; l'élaboration d'un cadre réglementaire clair ; la désignation d'une autorité compétente ; l'établissement des points de contrôle, des règles précises et des procédures de consentement préalable données en connaissance de cause et des conditions convenues de commun accord, en vue d'accorder un accès aux ressources génétiques ; la création des conditions pour promouvoir et encourager la recherche scientifique et technique qui contribue à la conservation de la diversité biologique.

Bruno Okokana



La tribune officielle (Adiac)

définir le rôle des acteurs de la recherche scientifique et technique dans la mise en œuvre du Protocole de Nagoya ; d'échanger sur les différentes expériences menées en cours ; d'élaborer une feuille de route et de définir les actions prioritaires à mener.

Prenant la parole pour son mot d'ouverture, la ministre Arlette Soudan-Nonault a rappelé que la signature de la Convention sur la diversité biologique au sommet de la Terre à Rio, en 1992 mar-

pauvrissement de leur variété génétique, l'altération ou la disparition de certains écosystèmes. De tous les temps, le matériel génétique, sur la base des résultats de la recherche scientifique et technique et des connaissances traditionnelles associées, a été échangé ou transféré à travers la planète. Les industries du secteur pharmaceutique, cosmétique et de la parfumerie, les scientifiques et autres utilisateurs continuent de parcourir le globe en quête de

vés. Cependant, les gains et les avantages tirés de l'utilisation de ces ressources ou de leurs transferts n'ont guère été partagés de manière juste et équitable avec l'ensemble des parties prenantes, notamment, les communautés autochtones et locales.

La question de l'accès aux ressources biologiques ou génétiques, aux connaissances traditionnelles et du partage des avantages issus de leur utilisation constitue à la fois un atout et un

Mariée à 11h à Libreville, elle se retrouve à 19h à Bamako pour sa nuit de noces. Tourisme, amour, affaires... Chaque jour a son histoire sur Air Côte d'Ivoire. Avec plus de 300 vols par semaine, ralliez en toute simplicité 25 villes d'Afrique de l'ouest et du centre.

ONU

Le Burundi reste «un sujet de préoccupation» pour la communauté internationale

La remarque a été faite le 26 février par le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, puisque de nombreuses parties prenantes et des partenaires du Burundi redoutent les révisions constitutionnelles proposées, estimant qu'elles pourraient anéantir des progrès qui avaient été rendus possibles par l'Accord de paix et de réconciliation d'Arusha.

« En particulier, il est préoccupant que l'on donne la possibilité de supprimer les quotas ethniques consacrés dans l'Accord d'Arusha », a déclaré Antonio Guterres dans son rapport sur la situation au Burundi, que présentait l'envoyé spécial des Nations unies pour le Burundi, Michel Kafando devant le Conseil de sécurité. Rappelant l'article 299 de la Constitution burundaise de 2005, toujours en vigueur, qui dispose qu'« aucune procédure de révision ne peut être retenue si elle porte atteinte à l'unité nationale, à la cohésion du peuple burundais », il a dit qu'un seul objectif a guidé l'action du secrétaire général : « tirer la sonnette d'alarme pour que l'avenir en construction du peuple burundais soit l'apanage du peuple burundais ».

Pour Michel Kafando, la préoccupation exprimée par le secrétaire général ne devrait pas être interprétée comme une ingérence dans les affaires intérieures du Burundi en lui déniaient son droit souverain à réviser sa constitution. « Au contraire, elle doit être comprise comme son souci

de recherche du consensus autour d'une question aussi primordiale, voire le destin du Burundi », a-t-il affirmé. C'est pour cela que l'ONU souhaite que le projet de révision constitutionnelle, qui doit être tranché par un référendum en mai 2018, respecte le partage des pouvoirs, la bonne gouvernance politique, et la démocratie pluraliste.

Le représentant spécial du secrétaire général a rappelé que ces principes sont au cœur de l'Accord d'Arusha qui a été à la base de la Constitution burundaise de 2005, toujours en vigueur. Si le Burundi est un État souverain et a donc le droit de modifier sa Constitution, pareille entreprise doit être menée « de manière inclusive » de façon à obtenir la participation la plus large possible et à dégager un consensus parmi les principaux intervenants politiques, a-t-il insisté. Le texte présenté indique que la révision constitutionnelle envisagée prévoit le mandat du président fixé

à sept ans, un vice-président, un Premier ministre. Quant à l'adoption des lois ordinaires, le rapport signale qu'elle se ferait à la majorité simple et non plus à la majorité des deux tiers.



Antonio Guterres (DR)

Réagissant au rapport du secrétaire général, le délégué du Burundi a balayé la position onusienne en qualifiant le rapport d'Antonio Guterres « d'ingérence osée » dans les affaires de son pays. Il a demandé au Conseil de sécurité d'envisager de retirer le Burundi de son ordre du jour puisque « la situation dans le pays est globalement calme et ne présente aucune menace à la paix et la sécurité internationale ».

Nestor N'Gampoula

TURQUIE

Tournée africaine du président turc Recep Tayyip Erdogan

En quête d'influence, le président turc, Recep Tayyip Erdogan est à nouveau en tournée en Afrique, notamment en Algérie, en Mauritanie, au Sénégal et au Mali.

Recep Tayyip Erdogan est arrivé hier en Algérie, première étape de sa visite qualifiée d'« historique ». Il était accompagné d'une imposante délégation de ministres et d'hommes d'affaires. Il a indiqué que l'Algérie est l'un des plus importants partenaires commerciaux d'Ankara dans la région, et qu'il veut transformer leurs relations sur les plans militaire, sécuritaire et culturel.

À son arrivée, le chef de l'Etat turc a entamé des entretiens avec les dirigeants algériens, liés au secteur énergétique et aux questions régionales. Il se rendra à Relizane, à l'ouest d'Alger, pour inaugurer la plus grande usine de textile d'Afrique. Puis, il rencontrera son homologue Algérien, Abdelaziz Bouteflika.

Recep Tayyip Erdogan compte étendre l'influence d'Ankara en Afrique. Après l'Algérie, où il se rend pour la troisième fois, le président turc poursuivra sa tournée africaine en Mauritanie et au Mali pour la première fois, et au Sénégal.

« Chaque jour qui passe, nos relations avec l'Afrique se renforcent, sur les plans du tourisme, de la culture, du commerce et de l'enseignement en Afrique », a déclaré Recep Tayyip Erdogan. En décembre dernier, il s'était rendu au Tchad, en Tunisie et au Soudan.

Ankara entretient depuis 2003, d'excellentes relations diplomatiques avec l'Afrique.

Noël Ndong

LE SEUL
DISTRIBUTEUR OFFICIEL
TOYOTA
DANS VOTRE PAYS

100%
CFAO

GARANTIE CONSTRUCTEUR + PIÈCES DÉTACHÉES TOYOTA



Pointe-Noire: 13 Rue Côte Matève
Brazzaville : Bld Denis Sassou Nguesso
www.cfaomotors-congo.com

BP 1110 - Tél.: (242) 05 313 29 97 / 05 550 17 78 / 06 665 44 65
BP 247 - Tél.: (242) 05 313 29 98 / 05 504 93 33 / 06 665 14 39
Email.: cfaomotorscongo@cfao.com

DISTRIBUTEUR OFFICIEL



RENCONTRE LITTÉRAIRE

Le PEN célèbre le livre avec les élèves de l'institut inspecteur Jean Biyoudi

La rencontre littéraire organisée le 23 février à l'Institut inspecteur Jean-Biyoudi par Le PEN Centre Congo Brazzaville que préside Florent Sogni Zaou fait partie de son programme d'activité qui consiste à aller parler du livre, de la littérature et des écrivains aux élèves du Congo.

« Ensemble, sauvons cette jeunesse ... » tels sont les nobles mots inscrits sur le mur du bâtiment principal de cet établissement. C'est dire que le clou de cette activité s'inscrit dans le droit fil de la vision de la politique globale de l'Institut inspecteur Jean-Biyoudi. Le PEN est en droit d'inaugurer la mise en œuvre de cette vision.

Dans son mot de bienvenue, le promoteur de cet institut, Axel De Lourdes, a fait remarquer la réalité actuelle. Le monde entier, dit-il, traverse une période où la

« Ensemble, sauvons cette jeunesse ... »

perte de repères, de références galope à une vitesse vertigineuse, incroyable. Ce fléau affecte négativement toutes les couches sociales en général et plus parti-

culièrement la jeunesse. Or la jeunesse est la couche sociale qui se trouve au cœur de toutes les politiques de formation et d'encadrement. Devant cette triste réalité, toute action qui offre l'opportunité de conduire cette couche de la population vers l'éthique, la morale, le discernement et la culture des valeurs du travail pour une

formation noble est à encourager. « Désormais, vous êtes comptés parmi nous, vous êtes inscrits sur la liste de nos partenaires avec lesquels nous allons conjuguer nos efforts pour offrir à cette jeunesse un retour sur les repères, les références de valeur d'une formation noble et ethnique fondée sur l'amour de la lecture », a ajouté Axel De Lourdes.

Dans son adresse, Florent Sogni Zaou a expliqué aux élèves de

cet institut que Le PEN est officiellement né le 28 juin 2017 à Brazzaville. Mot anglais, Le PEN renvoie au français Stylo. Il renvoie donc à l'acte d'écrire. C'est la raison pour laquelle il compte en son sein des écrivains, des journalistes et des enseignants chercheurs.

Dès sa naissance, tel un bébé né avec une santé de fer et plein de vitamines, Le PEN a organisé avec succès la première édition de la Rentrée littéraire du Congo

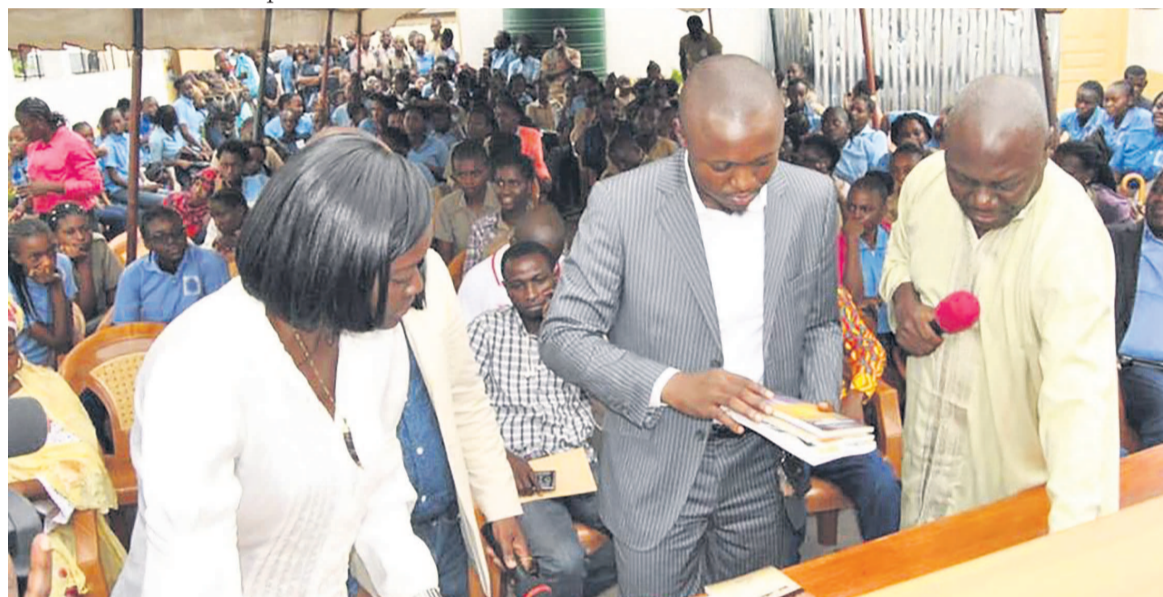
(Relico 2017). La seconde édition est en cours de préparation et devrait avoir lieu du 8 au 13 octobre 2018 à Brazzaville.

Après l'adresse du président de Le PEN, la critique littéraire Ninnelle Balenda a élaboré un aperçu de la littérature congolaise, et organisé une lecture de certains textes engagés par les élèves de cet institut. Il s'agit des extraits : du premier roman congolais intitulé « Cœur d'Aryenne » de Jean Malonga ; « Mvoumouk » un recueil de poèmes de Sony Zaou ; « La voix d'une femme qui pleure », un recueil de poèmes de Alima Madina ; et « La République des renards » un roman de Ernest Bompoma Ikélé.

Les écrivains présents à la cérémonie ont également exhibé leurs œuvres et expliqué aux élèves les raisons pour lesquelles ils écrivent.

Agrémentée par le comédien Fortuné Bateza, l'activité a été honorée de la présence des membres du Forum des gens des lettres, dont le président Ernest Bompoma Ikélé, venait d'être arraché à l'affection des siens, le 05 février 2018.

Bruno Okokana



Florent Sogni Zaou, président de Le PEN, présentant les livres (DR)

SOUDAN DU SUD

Plus de 7 millions de personnes menacées par la faim

Un rapport de trois agences des Nations-unies, rendu public le 26 février, tire une sonnette d'alarme sur « la situation de faim extrême » qui prévaut dans ce pays, ravagé par une guerre civile depuis 2013.

Le texte présenté par le Fonds des Nations unies pour l'enfance, le Fonds pour l'agriculture et l'alimentation et le Programme alimentaire mondial, note que près de la moitié de la population, une estimation en hausse de 40% sur un an, souffre de la malnutrition.

La situation est d'autant plus catastrophique, puisqu'en janvier dernier, 5,3 millions de personnes, soit 48% de la population sud-soudanaise, étaient frappées par l'insuffisance alimentaire. Les personnes touchées par la faim ont été classées dans trois niveaux supérieurs de l'échelle IPC, le critère le plus utilisé pour classer la sécurité

alimentaire. Pourtant en 2017, le gouvernement sud-soudanais avait fait des efforts avec le concours des agences de l'ONU pour faire face à la famine, qui avait affecté environ cent mille personnes dans les comtés de Leer et Mayendit, dans le nord du pays. « L'amélioration de l'accès aux populations et une aide humanitaire massive ont réussi à contenir la famine, l'an passé. Malgré tout, les prévisions en terme d'insécurité alimentaire n'ont jamais été aussi mauvaises qu'elles sont aujourd'hui », ont indiqué les trois agences onusiennes. Elles ont précisé que cette famine n'est pas d'origine climatique, mais est causée par l'homme, puisque les quatre années de guerre ont limité la production agricole. A cela s'ajoute la destruction des stocks, suivie d'une inflation galopante ayant forcé les gens à quitter leur foyer ou à fuir le pays.

Les agences onusiennes craignent que le nombre de personnes en situation d'insuffisance alimentaire puisse dépasser le chiffre actuel si l'aide humanitaire n'augmente pas rapidement. « La situation se détériore avec chaque année de conflit, de plus en plus de personnes perdant le peu qu'elles possèdent. Nous sommes d'autant plus inquiets que la saison de soudure, quand les récoltes sont épuisées, devrait commencer cette année beaucoup plus tôt que d'habitude », a déclaré le directeur du WFP pour le Soudan du Sud.

Le rapport des organisations de l'ONU estime que sans l'aide, dès le mois de mai, plus d'1,3 million d'enfants âgés de moins de cinq ans encourront le risque de malnutrition sévère. Le Soudan du Sud connaît cette situation de famine, puisque que 5,5 % seulement des 1,7 milliard de dollars (1,3 milliard d'euros), nécessaires pour 2018, ont été versés.

Le Soudan du Sud a plongé dans la guerre civile en 2013, soit deux ans après son indépendance. Ce conflit opposant les partisans de l'ancien vice-président, Riek Machar, aux hommes fidèles à l'actuel président, Salva Kiir, ont fait des dizaines de milliers de morts, quatre millions de déplacés et provoqué une grave crise humanitaire.

Nestor N'Gampoula

PARUTION

Stella Samba dia Ndela signe « piégés par les préjugés »

Le roman retrace l'histoire d'amour triste entre Gloria Minu et John Veron, deux personnes de culture et de race différentes.

John est un américain d'origine mexicaine, âgé d'une trentaine d'années, il occupe son premier poste de diplomate au Cameroun. Gloria est une congolaise, née à Pointe-Noire, même âge que John, et travaille au sein d'un organisme international de recherche en agriculture basé au Cameroun.

Les deux se font connaissance d'une manière particulière lors d'une conférence sur le devenir de la forêt de l'Afrique centrale, à Yaoundé, au Cameroun. John est venu représenter l'ambassadeur des Etats-Unis, tandis que Gloria y participe pour se perfectionner. Assis en face de la jeune fille sur l'une des chaises du podium, John ne cesse de la regarder. Cette façon la gêne.

À chaque fois qu'elle relevait la tête, elle croisait toujours le regard de John. Quelques instants après, Gloria finit par se prendre au jeu, même si cela l'a agacé au départ.

Les deux jeunes gens sont irréversiblement attirés l'un vers l'autre. Gloria était convaincue qu'elle n'avait jamais aimé un homme autant qu'elle aimait John.

Ce dernier savait que ses sentiments pour Gloria étaient très forts. Celle-ci voulait connaître la nature des sentiments de John, cependant, le jeune homme ne pouvait pas lui avouer les siens, il voulait la revoir, lui parler lui rendre visite, sortir avec elle. Mais John ne voulait pas s'engager avec Gloria. « Ça ne peut plus durer ainsi, je suis fatiguée de jouer à cache-cache avec lui. J'aime des situations claires et nettes. Voilà qu'il se met à jouer les amis jaloux, alors qu'il n'y a rien entre nous », se fâche-t-elle, page 61

Leur amour n'a pas été assez fort pour résister au racisme de leur entourage. Chacun est parti de son côté. Depuis lors, Gloria a tout entrepris pour oublier John. Celui-ci a aussi tout fait pour oublier Gloria, en se concentrant sur sa carrière. Il a été jusqu'à se fiancer avec une autre, pour l'oublier. Un jour, les deux se retrouvent dans une église à Paris, ils découvrent alors qu'ils n'ont jamais cessé de s'aimer et ils décident de s'unir pour la vie.

Stella Samba dia Ndela est chercheur en sciences du sol, de nationalité congolaise, elle est née à Pointe-Noire. Auteure des romans: victimes de la société ; l'engrenage ; R.I.E.R, rêves, illusions et réalités ...

Rosalie Bindika



TOUR NABEMBA

Le personnel technique en grève, des ascenseurs en panne...

Les agents de la société SCIG, en charge de la maintenance et de l'entretien de la tour, réclament le versement de cinq mois d'arriérés de salaire et plusieurs années de cotisations sociales. Il est difficile, depuis le matin du 27 février, d'accéder aux trente étages de l'immeuble à cause de la panne d'ascenseurs.

Les grévistes et les dirigeants de la Société civile immobilière de gestion (SCIG) ont déjà entamé des discussions mais qui n'ont pour l'heure donné des signaux positifs. Inquiets, quelque cent

versées à la Caisse nationale de sécurité sociale », s'est alarmé l'un des responsables du personnel, Wolfram Moussoki Nganga, pointant du doigt la mauvaise gestion de la part de leurs responsables.

Une situation sociale qui s'ajoute aux mauvaises conditions de travail que vivent les occupants de la tour. Puisque le mardi matin les trois des quatre ascenseurs de la tour ont lâché, au grand dam des travailleurs privés, responsables des

tisation ne fonctionne plus bien, le groupe électrogène est en ce moment en panne sèche, d'autres installations nécessaires sont également délabrées.

« L'état de la vétusté des équipements de la Tour Nabemba, notamment des ascenseurs et de la climatisation, nécessite un remplacement complet. Car, les installations du froid ne marchent qu'à dix pour-cent et les ascenseurs tombent en panne chaque semaine, obligeant les techniciens d'intervenir à chaque instant », a fait savoir Moussoki Nganga, avant de lancer un cri d'alarme à l'endroit du Premier ministre pour une solution rapide.

Plus qu'un patrimoine de l'Etat, l'immeuble de bureaux d'environ 106 mètres de hauteur est la vitrine de Brazzaville. C'est l'un des rares gratte-ciel du monde de forme hyperboloïde. La Tour Nabemba abrite plusieurs sièges sociaux et près d'une dizaine de départements ministériels, dont ceux de la Construction, des Zones économiques spéciales et du Plan.

Fiacre Kombo



Vue de la Tour Nabemba (DR)

« L'Etat ne doit pas à l'entreprise, nous ne comprenons pas pourquoi les travailleurs ne sont pas payés pendant ces mois, et pourquoi les allocations sociales ne sont pas versées à la Caisse nationale de sécurité sociale »

agents de l'équipe technique, de l'entretien et de sécurité s'interrogent sur leurs sorts et l'inaction des responsables de la SCIG.

« L'Etat ne doit pas à l'entreprise, nous ne comprenons pas pourquoi les travailleurs ne sont pas payés pendant ces mois, et pourquoi les allocations sociales ne sont pas

départements ministériels et visiteurs, ne sachant comment accéder aux bureaux.

Construite depuis 1986 au centre-ville de Brazzaville, la Tour Nabemba n'a subi des travaux d'entretien sérieux ; presque tous les équipements sont vétustes. Bientôt deux ans, a confié Wolfram Moussoki Nganga, le système de clima-

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

du LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

Sculptures Peintures

Céramiques Musique

L'histoire de la Tradition et la Modernité






Musée Congo
des Bassins du Congo
www.musee-congo.org

Situé sur 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso
immeuble les manguiers (Mila)
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

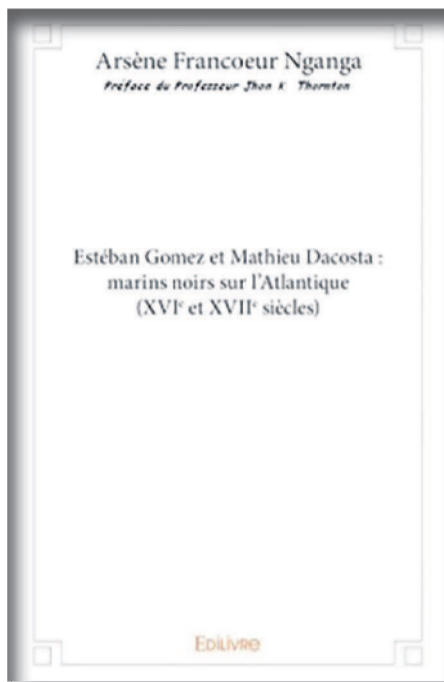
LIVRE

Arsène Francoeur Nganga publie Estéban Gomez et Mathieu Dacosta : marins noirs sur l'atlantique (XVI^e et XVII^e siècles)

Paru aux éditions Edilivre, l'ouvrage d'Arsène Francoeur Nganga est une partie de l'histoire de la navigation maritime, et donc une histoire de l'homme et du bateau.

Estéban Gomez et Mathieu Dacosta : marins noirs sur l'atlantique (XVI^e et XVII^e siècles) compte huit chapitres. Il s'agit entre autres de : Le contexte de la Ruée des Européens vers l'océan atlantique à partir du XV^e siècle ; Comment s'explique la présence des marins africains auprès des explorateurs portugais, espagnols, français (...); Estéban Gomez : Marin noir et compagnon de la circumnavigation de Fernand de Magellan et un des pionniers sur le passage du nord-ouest (XVI^e siècle) ; Mathieu Dacosta : Marin noir et compagnon des navigateurs européens pour s'établir au Canada (XVII^e siècle) ; ...

L'invention du bateau tel qu'écrit dans l'ouvrage d'Arsène Francoeur Nganga remonte à plusieurs milliers d'années, et correspond au besoin que l'homme a très tôt eu de pouvoir se déplacer sur l'eau, qu'il s'agisse de rivières ou de mers.



L'histoire de la navigation maritime est essentiellement liée à l'histoire de la civilisation et aux découvertes géographiques, retraçant les étapes de la conquête

de la mer par l'homme. En effet, Arsène Francoeur Nganga parle de la méticuleuse recherche d'une route maritime pour le passage conduisant à la Chersonèse d'or, « L'Asie du sud-est », comme relais, contournant les Arabes et les Turcs, qui fut un exercice majeur du XV^e et XVI^e siècles. Ces exploits européens connurent la participation de navigateurs africains ou descendants d'africains comme Estéban Gomez. La colonisation de la Nouvelle France, la fondation de l'Acadie, de Québec n'aurait pu se faire sans l'assistance infatigable du célèbre marin noir et polyglotte nommé Mathieu Dacosta. Le colonialisme européen pour les Amériques dépendait des Noirs impliqués dans toutes les phrases.

Préfaçant l'ouvrage, le Pr John K. Thornton, PhD du département d'histoire à l'université de Boston aux Etats-Unis d'Amérique, a indiqué que le

rôle des Africains et de leurs descendants dans l'exploration européenne de l'Atlantique n'a pas reçu beaucoup d'attention. L'histoire de l'expansion européenne, si souvent présentée au public comme des exploits héroïques des marins et des capitaines européens a capturé l'esprit du public dans son ensemble, dans le monde entier. Mais en fait, les Africains ou les Africaines et leurs descendants vivant en dehors de l'Afrique ont eu un rôle important à jouer. Il est probablement prudent de dire que partout où les explorateurs européens se rendaient dans les Amériques, ou en Asie ou en Afrique elle-même, il y avait des Africains qui les accompagnaient. Ces premiers héros africains n'étaient pas seulement présents comme ouvriers ou serviteurs, mais comme des marins dans leur propre droit, une partie de l'équipage de travail, et jouant parfois des rôles spéciaux aussi. Tel est le cas d'Estéban Gomez et de Mathieu da Costa, dont Arsène Francoeur Nganga a pa-

tiellement rassemblé dans son livre.

Qui est Arsène Francoeur Nganga ?

Né et résidant à Brazzaville en République du Congo, Arsène Francoeur Nganga est chercheur en histoire ancienne, chercheur associé auprès du centre d'étude et de documentation sur les traditions et les langues africaines (Cerdotola). Il a été consultant auprès du conseiller à la culture et aux arts du président de la République du Congo et au ministère de la Culture et des arts de la République du Congo où il a participé à la rédaction de l'argumentaire pour l'inscription du site de Loango au patrimoine mondial de l'humanité. Il est présentement consultant en Tourisme, de mémoire, auprès du ministre du Tourisme et de l'environnement de la République du Congo où il a participé à la reconstitution du tracé de la route de l'esclave et l'élaboration du circuit touristique de la route de l'esclavage du Congo.

Bruno Okokana

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

Angleterre, Premier League Cup

Les U23 d'Ipswich Town, avec Chris Goteni titulaire, battent leurs homologues de West Bromwich (3-2).

France, 27^e journée, 2^e division
Nancy, sans Tobias Badila suspendu ni Ryan Bidounga, aligné avec la réserve, chute à domicile face à Lorient (0-2). Attention, désormais à la relégation : les Lorrains ne comptent plus qu'une longueur d'avance sur Bourg-en-Bresse, le 18^e et 3 sur Quevilly, le 19^e et premier reléguable.

Israël, 24^e journée, 2^e division
Défaite du Beitar Tel Aviv de Romaric Etou sur le terrain de Ramat Gan (0-2). Le Beitar conserve une avance de 4 points sur les play-downs à cinq journées de la fin de la saison régulière.

Italie, 26^e journée, 1^{re} division
Cagliari, sans Senna Miangué, resté sur le banc, est balayé à domicile par Naples (0-5).

Chypre, 26^e journée, 1^{re} division
L'Alki Oroklini coule à pic face au Nea Salamis (0-4). Bernard Itoua a été remplacé à la 76^e.

Titulaire, Juvhel Tsoumou a été remplacé à la 67^e alors que l'Ermis menait 3-0 face à Aris (4-1 score final). Muet depuis le 6 janvier, l'international congolais a souvent monopolisé l'attention des défenseurs centraux, libérant des espaces pour ses partenaires. Avec 5 buts et 2 passes décisives, en 21 apparitions, le bilan du robuste avant-centre est



Sixième but et qualification pour la play-offs de son équipe: bon week-end pour Mavis Tchibota (DR)

tout correct, mais loin d'être brillant.

Titulaire, Rahavi Kifoueti ouvre le score à la 45^e+3 d'une tête au premier poteau. Remplacé à la 60^e, il marque ainsi son premier but de la saison. Réduite à dix à la 51^e, son équipe l'emporte finalement 3-1 et remonte à la 7^e place avec 34 points.

L'Ermis est 8^e avec 4 longueurs de retard et l'Alki est 11^e avec 23 points.

Espagne, 25^e journée, 1^{re} division

Remplaçant, Merveil Ndockyt est entré à la 69^e lors du revers de Getafe à Villarreal (0-1). Le club de la banlieue de Valence avait ouvert le score à la 3^e minute. Getafe est 11^e avec 33 points.

Espagne, 27^e journée, 3^e division, groupe 3

Yhoan Andzouana, Peralada prend les 3 points face à la réserve de Saragosse (2-1). La réserve de Girona sort de la zone rouge.

Espagne, 25^e journée, 4^e division, groupe 7

Getafe B bat Mostoles (1-0). Sans Merveil Ndockyt, aligné avec l'équipe première.

Grèce, 22^e journée, 1^{re} division
Encore une défaite pour le FC Plataniotis en déplacement à Larisa (1-0). Clevid Dikamona était titulaire. Avec 8 points de retard sur le premier reléguable, le club crétois est lanterne rouge.

Israël, 24^e journée, 1^{re} division
Mavis Tchibota inscrit le but de la victoire du Bnei Yehuda face à l'Ironi Kiryat Shmona (1-0) à la 89^e. Son 6^e de la saison (son record personnel en une saison) et un succès capital pour son club, désormais assuré de disputer les play-offs avec 10 points d'avance sur la 7^e place.

Italie, 26^e journée, 3^e division, groupe C
Bisceglie bat Akragas (2-1). John-Christopher Ayina a joué tout le match.

Turquie, 23^e journée, 1^{re} division
Thievy Bifouma, remplacé à la 70^e et Delvin Ndinga étaient titulaires lors de la défaite de Sivasspor sur le terrain de Gotzepe Izmir (0-1).

Turquie, 24^e journée, 2^e division
Défaite à domicile pour Manisaspor face à Eskisehirspor (0-1). Chris Bakaki a joué 63 minutes.

Ukraine, 21^e journée, 1^{re} division
Titulaire et averti à la 12^e; Emerson Illoy-Ayyet a participé au succès de l'Olimpik Donetsk face au Stal Dniprodzerzhynsk (2-0). L'Olimpik remonte à la 6^e place, qualificative pour les play-offs.

Camille Delourme

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET NUMÉRIQUE SÉRIGRAPHIE PELLICULAGE DOS CARRÉ COLLÉ CONCEPTION GRAPHIQUE




UNE LARGE GAMME DE PRODUITS



Journaux



Magazines



Cartes de visite



Livres
Calendriers
Flyers, Affiches

PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux...

OFFSET

Chemises à rabat
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317
imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo

ELECTION AU CONSEIL NATIONAL DES PHARMACIENS

Le mandat du bureau actuel de l'Ordre a pris fin depuis 2007, selon Boniface Okouya

Lors d'une mise au point faite le 27 février à Brazzaville, le directeur de la pharmacie et du médicament, en sa qualité de membre du Conseil national de l'Ordre des pharmaciens du Congo, le Dr Boniface Okouya, a marqué son indignation face aux attaques dont le ministère de la Santé et de la population est l'objet de la part du bureau sortant, dont le mandat est arrivé à terme depuis 2007.

Cette communication avait pour objet principal d'apporter des éclaircissements afin, d'une part, de situer l'opinion sur ce qui se passe réellement concernant l'initiative prise par le ministère pour l'organisation des élections aux différentes instances de l'institution ordinale et, d'autre part, de mettre un terme aux accusations lancées contre la ministre, selon lesquelles elle aurait utilisé des attributions qui relèveraient exclusivement de la compétence des institutions ordinales.

Et d'ajouter que le décret 2000-309 du 3 novembre 2000, portant fonctionnement de l'ordre national en son article 2 stipule : « la commission nationale d'organisation des élections au sein des ordres professionnels de la santé placée sous l'autorité du ministre de la Santé et de la population est chargée notamment de : préparer les élections au sein des ordres nationaux des médecins, des pharmaciens et des sages-femmes ; organiser les élections des membres des bureaux de ces différents ordres ; convoquer et superviser les élections dans les assemblées constitutives des ordres professionnels de la santé ; et enfin, installer les membres des bureaux élus dans leurs fonctions ».

Par ailleurs, l'article 5 du même décret précise que chaque ordre professionnel fait l'objet d'élections libres et indépendantes en son propre sein au cours de l'assemblée générale convoquée par le ministère de la Santé et de la population et l'article 9 ajoute que « la commission prend fin à la date de la proclamation des résultats. Son rapport est déposé auprès du ministère de la Santé dans les quinze jours qui suivent les élections ».

En outre, le Dr Boniface Okouya a précisé que le bureau sortant aurait mieux fait de présenter son bilan parce qu'il a largement dépassé son mandat : « La durée du mandat des membres élus du Conseil national de l'ordre des pharmaciens est de quatre ans non renouvelable suivant l'article 8, alinéa 3 ; le bureau actuel a perdu sa légitimité et sa légalité depuis 2007 », a-t-il conclu.

Guillaume Ondzé

LUTTE CONTRE LA TORTURE

Une vingtaine de policiers formés aux droits humains

L'Observatoire congolais des droits de l'homme (OCDH) a ouvert le 27 février, en collaboration avec la direction générale de la police et l'Union européenne, une formation au profit des agents de la police, afin de renforcer leurs capacités dans le respect et la promotion des droits de l'homme.

Au total vingt-cinq policiers participent à cette formation spéciale de deux jours. Elle s'inscrit dans le cadre du projet « Mobiliser et animer les efforts de la société civile dans la lutte contre la détention arbitraire et la torture » (MANDAT), financé depuis 2016 par l'Union européenne (UE).

Ces agents de l'ordre vont, durant deux jours, à partir des exposés animés par des spécialistes, renforcer leurs connaissances et capacités opérationnelles sur l'épineuse question du respect et de la promotion des droits de l'homme. Ce qui leur permettra d'assurer leur mission avec plus de professionnalisme.

« Pendant deux jours, nous allons nous entretenir sur cette problématique des droits de l'homme. L'objectif principal est de transmettre un socle de connaissances afin d'encourager une considération accrue pour les droits de

l'homme », a souligné le directeur exécutif de l'Observatoire congolais des droits de l'homme (OCDH), Trésor Nzila.

Pour l'ambassadeur, chef de mission de l'UE au Congo, Saskia De Lang, cette formation vient à point nommé. Et le projet MANDAT que son institution cofinance

« La Force publique joue un rôle clé dans un Etat de droit. Elle a pour mission de garantir l'État de droit contre ceux qui voudraient le nuire »

à hauteur de 183 millions FCFA, mis en œuvre par des ONG, traduit une approche constructive et un engagement visant à aider le Congo dans le domaine de la justice et des droits de l'homme.

« La Force publique joue un rôle clé dans un Etat de droit. Elle a pour mission de garantir l'État de droit contre ceux qui voudraient le nuire », a reconnu la diplomate européenne.

De son côté, le directeur général de la police, le général Jean-François Ndengué a salué l'initiative

de l'OCDH. Il a fait savoir qu'en dépit des défaillances constatées, « la corporation que je dirige, la police, a pour mission fondamentale de protéger les personnes et les biens, de garantir la paix, la sécurité et l'ordre public, de veiller à la stabilité des institutions qui permettent de vivre ensemble, dans le cadre d'un État de droit ».

Il a, par ailleurs, indiqué que le fonctionnement de la police est régi par des lois, et que les policiers qui travaillent à l'encontre de celles-ci sont toujours sanctionnés sévèrement.

Pour soutenir son propos, le général Jean-François Ndengué a souligné qu'en 2017, l'inspection générale de la police a puni durement plus de 500 policiers ayant commis des fautes professionnelles graves d'atteinte à l'intégrité des personnes et des biens. Certains d'entre eux, selon lui, ont été simplement radiés des effectifs de la police.

Rien que les deux premiers mois de cette année, poursuit le directeur général de la police, 54 policiers ont déjà écopé des sanctions disciplinaires, aux motifs d'atteintes aux personnes, aux biens et à la paix publique. Sur les 54 sanctionnés, 14 ont été déférés au Parquet.

Firmin Oyé

INSTITUT INTER-ETATS DE LOUDIMA

L'ambassadeur de Namibie satisfait des conditions d'apprentissage des élèves

Reçu en audience le 27 février par le ministre de l'Enseignement technique et professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi, Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint Eudes, l'ambassadeur de la République de Namibie au Congo, Viljo H. Hifindaka, n'a pas caché sa satisfaction quant aux conditions dans lesquelles plus de 200 élèves apprennent.

Inauguré le 22 octobre 2014, l'institut de formation technique et professionnelle de Loudima présentera cette année ses premiers candidats au baccalauréat technique et professionnel. En effet, l'institut inter-Etats de Loudima forme dans les domaines des sciences et tech-

nologies de l'industrie et du développement durable ; maintenance des équipements indus-

triels ; bâtiments et travaux publics ; production des cultures vivrières et industrielles ; pro-

pays. Tous œuvrent ensemble, donc en équipe. Cette année, nous allons être ensemble avec



Le ministre Fylla s'entretenant avec l'ambassadeur de Namibie en présence du directeur de l'institut DR

« Nous exprimons notre satisfaction parce que les fonds de fonctionnement de l'établissement sont disponibles. Il n'y a pas de responsabilités particulières pour un Etat, toutes les responsabilités sont à part égale à 50% pour chacun. Le personnel est également issu des deux pays. Les gouvernements sont engagés à envoyer davantage des élèves et nous allons témoigner de l'arrivée en masse d'enseignants et d'élèves en provenance de la Namibie »

ductions animales et hôtellerie. « Cette visite portait sur les progrès qui ont été réalisés, donc de s'assurer que l'institut continue dans le sens de son objectif. Nous avons d'abord noté que le fonctionnement de l'établissement va bon train. Nous avons plus de 200 élèves congolais et namibiens au niveau de cet institut ainsi que des enseignants qui sont issus des deux

les élèves qui doivent obtenir leur diplôme de baccalauréat », a expliqué Viljo H. Hifindaka.

Accompagné de son compatriote Paulinus Shilamba, directeur exécutif de cet institut, l'ambassadeur de la Namibie a salué les conditions d'apprentissage des élèves. Il a notamment souligné la fourniture de l'électricité 24 h/24 ainsi que la disponibilité de l'eau même s'il

ya encore quelques travaux à réaliser. Viljo H. Hifindaka s'est également félicité du fait que les deux gouvernements s'attendent au bon fonctionnement de l'école. « Nous exprimons notre satisfaction parce que les fonds de fonctionnement de l'établissement sont disponibles. Il n'y a pas de responsabilités particulières pour un Etat, toutes les responsabilités sont à part égale à 50% pour chacun. Le personnel est également issu des deux pays. Les gouvernements sont engagés à envoyer davantage des élèves et nous allons témoigner de l'arrivée en masse d'enseignants et d'élèves en provenance de la Namibie », a-t-il conclu, espérant que les élèves seront parfaitement formés avec des compétences qu'il faut.

Rappelons que l'accès à l'établissement se fait par voie de concours ouvert aux apprenants congolais et namibiens âgés de 16 à 18 ans et titulaires d'un Brevet d'études techniques (BET), Brevet d'études du premier cycle (BEPC) ou un autre diplôme équivalent. Le quota est de 50 places par Etat, soit 100 par session et par promotion.

Parfait Wilfried Douniama

DÉTOURNEMENT DES FONDS PUBLICS

Le Parti des républicains incite la traque des récidivistes

Dénommée « Balance des voleurs », la campagne spéciale lancée depuis le 25 février durera un mois. Elle a pour objectif de dénoncer auprès des enquêteurs toute malversation financière avérée et prouvée par quelques fonctionnaires à qui l'Etat a confié la gestion des fonds publics.

Dans la communication qu'il a faite le 25 février, consacrée essentiellement à la mauvaise gestion des deniers publics, le président de cette formation politique de l'opposition, Paul Marie Mpouélé, exprimant son désarroi sur ce fléau, estime que la crise financière dont souffre l'économie congolaise aujourd'hui, est en réalité causée par l'incivisme de quelques fonctionnaires de l'Etat. « La crise pétrolière souvent incriminée, ne peut en aucune manière être le seul facteur. Les évolutions auxquelles nous assistons nous emmènent à admettre qu'un certain brouillard est en train de se dissiper, les Congolais ont compris que la réalité est tout autre. Au-delà de la crise pétrolière, il n'est pas excessif de dire que les causes de nos malheurs sont d'ordre managérial », a-t-il souligné.

Ainsi, pour mettre un terme à ce fléau grandissant, le Parti des républicains s'est dit favorable à toute démarche et initiative allant dans le sens de sanctionner tous ces malfrats de l'Etat, trompés dans la malversation financière. A ce titre, il a initié une campagne spéciale pour soutenir la traque sans merci de tous ces délinquants économiques lancée depuis quelques semaines par les services compétents.

Tout au long de cette campagne surnommée « Balance des voleurs », le PR mènera des actions publiques de grande portée, pour dénoncer aux enquêteurs, tout détournement de fonds prouvé afin que les responsabilités soient établies et que les coupables soient sévèrement sanctionnés.

« Qu'il y ait de hauts fonctionnaires qui s'arrogent le droit de piller les richesses de l'Etat, quels scandales et horreurs. L'émotion est grande et inévitable. Cette campagne qui s'appuie sur les rapports de plusieurs organisations non gouvernementales nationales et internationales sur la gestion des finances publiques vise à dénoncer les malversations prouvées ou supposées de ceux qui ont la charge de la gestion de la chose publique », a précisé Paul Marie Mpouélé. Le but de cette action, selon lui, est de combattre la corruption, en vue d'une mentalité nouvelle et d'une éthique républicaine.

Firmin Oyé

PARLEMENT

Pierre Ngolo et Isidore Mvouba visitent le chantier du futur siège



Pierre Ngolo et Isidore Mvouba accompagnés d'autres membres de la délégation (Adiac)

Le président du Sénat et celui de l'Assemblée nationale ont procédé, le 27 février, à la visite du chantier du futur siège du Palais du parlement.

Accompagnés du ministre de l'Aménagement du territoire et des grands travaux, Jean-Jacques Bouya, de l'ambassadeur de Chine au Congo, Xia Huang et autres personnalités, les présidents des deux chambres ont commencé la visite par un échange avec la partie chinoise au cours duquel celle-ci a présenté l'ouvrage en construction avant la visite des lieux.

« Nous venons de visiter un grand symbole de la force des relations qui existent entre nos deux pays, la République populaire de Chine et la République du Congo. Ce chantier se fait grâce à un apport, un sacrifice de nos partenaires. Il est un don de la Chine au Congo

et un grand don. Il est évalué à 34 milliards 500 millions de CFA. Ce n'est pas rien surtout en cette période où la conjoncture économique est difficile. Les travaux ici évoluent sans problème et nous sommes très contents. Nous disons merci à nos amis chinois. Notre espoir est que dans les délais fixés le parlement congolais aura un siège, ce qui est un grand pas », a déclaré le président du Sénat.

Pour sa part, le président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba, a laissé entendre que « ce nouveau siège du parlement arrive à point nommé et au regard de la présentation qui a été faite, nous avons hâte d'y intégrer le plus vite possible »

S'agissant des données techniques, la partie chinoise a rappelé que pour l'essentiel, ce chantier occupe une surface totale de 47 000 m². La surface de construction est d'environ 24 000 m² avec 23 589 m² de construction superficielle et 41 1m² de construction souterraine comprenant les bureaux de l'Assemblée nationale et du Sénat.

Cet immeuble comprendront des salles de 500 places pour les séances plénières à l'Assemblée nationale et de 300 places pour le Sénat ; des salles de réunion ainsi que des bureaux pour les dirigeants des deux chambres. Les travaux sont exécutés par la société Jiangsu provincial corporation (JPC) pour une durée de 3 ans. Le chantier sera livré en 2020.

Jean Jacques Koubemba

INITIATIVE MONDIALE SUR LES TOURBIÈRES

Les membres du comité technique échangent sur des questions d'agenda

Ces échanges ont eu lieu au cours d'une réunion organisée par la ministre du Tourisme et de l'environnement, Arlette Soudan-Nonault, le 26 février, dans la salle Djeno de la Tour Nabemba, à Brazzaville.

Brazzaville abritera du 21 au 23 mars prochain, la troisième réunion des partenaires à l'initiative mondiale sur les questions des tourbières dont la thématique est « La valorisation des tourbières pour la population et la planète ». Dans le cadre des préparatifs de cette rencontre, la ministre du Tourisme et de l'environnement, a échangé avec les différents partenaires qui les accompagnent dans l'organisation de celle-ci. « Nous avons échangé avec des comités techniques réunis ce jour et abordé des questions relatives à l'agenda, aux différents retro-planning, aux différentes thématiques proposées, avec des partenaires de l'université, des

différentes associations sur le plan transversal qui implique des peuples autochtones, des questions sur le plan sanitaire et autre », a expliqué la ministre du Tourisme et de l'environnement à la presse.

Les assises de Brazzaville seront co-organisées par la République du Congo en partenariat avec la République démocratique du Congo, ainsi que les partenaires de l'ONU environnement et la participation de l'Indonésie, du Pérou et d'autres entités techniques.

La ministre du Tourisme et de l'environnement a annoncé également la tenue d'une conférence de presse, le 1er mars prochain, qu'elle va animer avec son homologue de l'Environnement et du développement durable de la RDC, le Dr Amy Ambatobe Nyongolo, à l'hôtel Radisson Blu Mbamou palace.

Bruno Okokana

ASSURANCES

Une campagne de sensibilisation se déroule à Pointe-Noire

Les travaux de cette campagne ont été lancés, le 27 février, par Bruno Fructueux Boutsana, secrétaire général de la ville océane.

La campagne de sensibilisation à l'assurance est organisée par le ministère des Finances et du Budget en partenariat avec l'Association professionnelle des sociétés d'assurance du Congo (Apsaco). Par cette activité, le DGIFGN et l'Apsaco entendent faire connaître davantage le secteur des assurances et pallier le faible taux de pénétration à l'assurance de 3,97% en 2016. Un déficit dû au non-respect des assurances obligatoires et aussi à l'ignorance du grand public et des autres services administratifs sur les finalités de l'assurance. «Pointe-Noire abrite ces assises en raison de l'importance de l'activité économique qui s'y développe et qui nécessite une sécurisation accrue à travers la souscription des produits d'assurance, mais également de son action avec ses atouts et son hospitalité», a indiqué Constant Badia, directeur général des Institutions



La photo de famille lors du lancement de la campagne/ crédit photo Adiac

financières générales nationales (DGIFGN), représentant le ministre des Finances.

Cette campagne a pour objectifs d'améliorer la perception de l'industrie de l'assurance par le public, en sensibilisant à l'importance des assurances, les droits des assurés et les bénéficiaires des contrats d'assurances et informer sur les questions de procédures de souscription de règlement des

sinistres; contribuer à la sécurisation accrue des personnes, des biens et des activités humaines; vulgariser les mécanismes de prévoyance comme complément aux régimes obligatoires de couvertures sociales; favoriser l'essor des activités économiques.

En effet, sept thématiques vont être développées au cours des travaux. Ceux-ci portent sur la présentation des acteurs du

marché et leur rôle, les produits d'assurances et l'intérêt de souscription, la démarche en cas de sinistre, la fraude et les sanctions à l'assurance. Les travaux qui dureront deux jours ont été scindés en deux phases. Le premier jour est axé sur les exposés et le deuxième va être consacré à l'opération coup de poing qui s'effectuera dans les ronds-points et les

frontières avec le concours de la police, la gendarmerie et les services de douanes. Les propositions et résolutions issues des travaux de cette campagne permettront d'orienter le secteur des assurances vers son développement.

Comme l'a signalé Bruno Fructueux Boutsana, cette campagne constitue un vaste chantier en vue d'instaurer des bases saines et propices au développement du secteur des assurances qui jouent un rôle important dans le développement économique en mobilisant des investissements sécurisés par des garanties contre des risques éventuels. «Élaborer un plan d'action pour le développement du secteur des assurances repose indéniablement sur un bon équilibre entre le respect de la réglementation, le contrôle par l'autorité de tutelle, la technicité des acteurs, la qualité des réseaux de distribution et la demande des assurés», a-t-il souligné indiquant que l'activité intégrait le cadre de la diversification de l'économie congolaise.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME

Une messe pour la paix aura lieu à Diosso

En prélude à la fête du 8 mars, la directrice départementale de l'Intégration de la femme au développement du Kouilou, Marie Jeanne Mpassy Steimbault, a annoncé l'organisation de plusieurs activités dans son département dont une messe pour la paix avant la parade de Pointe-Noire.

Très engagée pour la réussite de la parade du 8 mars dans la ville côtière, la directrice départementale de l'Intégration de la femme au développement, Marie Jeanne Mpassy Steimbault, a demandé une messe pour la paix et la réussite de l'évènement. Cette messe se tiendra le 1er mars à Diosso dans le département du Kouilou. « Nous allons organiser une grand-messe en l'église Zéphirin de Diosso pour la paix et la réussite de la parade du 8 mars », a-t-elle indiqué.

Outre la grand-messe de Diosso, le 3 mars aura lieu à Hinda la cérémonie de remise des diplômes de fin de formation aux jeunes filles et mères par l'association «Vision Maman Véro» dont l'activité en formation de coupe couture est implantée à Hinda centre.

Cependant, le 4 mars un don de sang sera organisé à Pointe-Noire. « Nous voulons impliquer les femmes du Kouilou pour qu'elles y participent. Quand on parle de l'hôpital de Loandjili et de A. Sicé, il n'y a pas que la population de Pointe-Noire qui a besoin de sang. Celle du Kouilou également », a-t-elle ajouté. Et le 6 mars aura lieu à Loango la remise des dons aux groupements coopératifs des femmes éleveurs et cultivatrices, qui vont recevoir des dotations selon l'activité menée. Rappelons que la ministre Inès Nefer Bertille Ingani a été récemment en séjour de travail à Pointe-Noire où elle est venue informer personnellement les autorités locales de l'organisation du défilé de la fête 8 mars dans la capitale économique. Cette activité nationale demande l'implication des deux départements, à savoir Pointe-Noire et Kouilou. « Après cette



Marie Jeanne Mpassy Steimbault «Adiac» sensibilisation, nous avons mis à la disposition de madame la ministre les listes des groupements coopératifs, des associations et confessions religieuses, comités de marché du Kouilou. Ces derniers ont reçu des mains de la ministre les pagnes pour la grande parade du 8 mars », a-t-elle dit.

Inès Nefer Ingani s'est également entretenue avec les sages du Kouilou avant d'aller présenter ses civilités à sa majesté le Roi Mâ Loango pour lui parler de ce grand rendez-vous des femmes congolaises. À Hinda, la ministre a visité une association de production des œufs. «C'est une activité des femmes, elle les a vues et s'est entretenue avec elles sur leur activité», a poursuivi Marie Jeanne Mpassy Steimbault qui a souligné que cet évènement sera une réussite parce que les femmes du Kouilou sont déjà debout et prêtes à l'accueillir.

Charlem Léa Legnoki

ARTS SCÉNIQUES

«Un dîner bien tranquille» se joue ce week-end

La pièce de Martine Huet sera produite, le 10 mars, à la Voile Blanche située dans la ville océane.



Une scène de la pièce «Un dîner bien tranquille» Crédit photo «DR»

«Un dîner bien tranquille» est une comédie qui mettra le public en haleine pendant près d'une heure et demie avec des scènes à la fois cocasses et loufoques présentées ironiquement par l'auteur et agrémentées par la farce du metteur en scène. Dans une mise en scène de Je'hf Biyeri, cette pièce de théâtre met en scène huit comédiens : Rolf Nguié, Selma Mayala, Laure Bandoki, Livty Laba, Paoline Oliveira, Hardy Mongondo, Clovy Mbemba, Alex Guenin.

La trame de la pièce : afin de séduire sa future belle-mère, PDG des usines Bareuil, Léa organise un dîner qu'elle veut parfait. Ses parents recrutent un couple de clochards et une prostituée pour tenir les rôles de majordome, gouvernante et cuisinière. Contrariée, Léa claque la porte. Les parents, inquiets, partent à sa recherche, laissant les trois personnages recevoir Mme Bareuil arrivée plus tôt que prévu...

Hervé Brice Mampouya

CENTRE DE FOOTBALL D'IGNIÉ

Une maison des Diablies rouges sortira bientôt des terres

Dans les mois à venir, l'équipe nationale aura un cadre idéal pour préparer leurs rendez-vous les plus importants.



Hugues Ngouélondélé et les membres de la Fécofoot au centre d'Ignié/Adiac

Le ministre des Sports et de l'éducation physique a décidé de construire, au sein du Centre d'Ignié, « une maison des Diablies rouges » à l'image de Clairefontaine, en France. Les travaux seront exécutés par la société chinoise, Dacheng. C'est au cours de sa réunion avec

les membres de la Fédération congolaise de football que Hugues Ngouélondélé a soutenu son projet: « La maison des Diablies rouges sera un lieu d'encadrement, de formation, de regroupement des Diablies rouges, afin qu'ils soient bien suivis, parce qu'un joueur

non suivi ne peut pas faire de bons résultats », a-t-il déclaré, avant d'insister : « Un joueur qui n'est pas suivi médicalement, n'a pas

formation. Ici, c'est le lieu idéal, si on pouvait apporter quelques aménagements. La fédération va gérer en partenariat avec le ministère pour que nous ayons des meilleurs résultats », a souligné le ministre des Sports et de l'éducation physique.

Le travail à faire

Dans l'urgence, les décideurs doivent s'employer à gagner le défi de raccorder le site au réseau d'eau potable. C'est ce seul problème qui a empêché le fonctionnement du centre depuis sa création. Il faut le sécuriser par un mur de clôture et disposer d'un titre foncier. Sur place, les dirigeants de la Fédération congolaise de football ont rassuré le ministre des démarches qu'ils ont menées pour avoir ce document. Ils ont payé plus de six millions et le titre foncier leur sera délivré dans les deux prochains mois, a rassuré le maire d'Ignié.

Après la clôture, la société chinoise Dacheng va réhabiliter l'existant (les bâtiments et les terrains d'entraînement) puis entamer la construction de deux nouveaux bâtiments R+2, dont l'un devrait servir de dortoir et l'autre d'administration, pour donner de la valeur à ce projet. Ce site, rappelle-t-on, possède trois terrains d'entraînement. L'un d'eux, a indiqué le ministre, sera revêtu d'une

pelouse synthétique.

« Le but est de créer au Congo, dans tous les départements, des académies de football. Nous avons évoqué le sujet avec le président Hamad, qui est disposé à nous aider à travers la CAF. Nous nous sommes rendus compte qu'autour de tous les stades construits au Congo, il y a des bases vie, qui servaient de logements aux travailleurs chinois. L'idée serait de transformer ces bâtiments en académies de football. Il y a tout ce qu'il faut. On va les localiser dans les départements. On fait la détection des jeunes, qui vont à l'école et qui pratiquent, en même temps, le football. Cela permettra au centre d'Ignié de recevoir, les meilleurs en renfort des Diablies rouges », a indiqué Hugues Ngouélondélé.

« On parle de la maison des Diablies rouges, il ne faut pas qu'il y ait confusion. Il s'agit de la maison des Diablies rouges football, parce qu'ici ce n'est pas le terrain du football. Nous avons le centre qui nous a été octroyé par la Fifa. Le ministre, à partir de tout ce qu'il a vu, a décidé de l'agrandir. Nous sommes tout à fait d'accord avec lui, pour le transformer en Clairefontaine du Congo », a commenté Jean Michel Mbono, le président de la Fécofoot.

James Golden Eloué

BURKINA FASO

Ouverture du procès des présumés auteurs du putsch manqué de 2015

Le procès du coup d'Etat manqué de septembre 2015 au Burkina Faso s'est ouvert le 27 février à Ouagadougou, avec 84 accusés, dont les généraux Gilbert Diendéré et Djibrill Bassolé, cerveaux présumés du putsch.

Au total, 84 accusés sont jugés, 66 militaires et 18 civils, pour la tentative de putsch, où des soldats du Régiment de sécurité présidentielle (RSP) avaient tenté en vain de renverser le gouvernement de transition mis en place après la chute du président Blaise Compaoré.

Le général Diendéré avait pris la tête du coup d'Etat du 16 septembre 2015, tandis que le général Djibrill Bassolé, ancien ministre des affaires étrangères de Blaise Compaoré, est poursuivi pour « trahison » sur la base de l'enregistrement d'une conversation téléphonique qu'il aurait eue avec le président de l'assemblée nationale ivoirienne, Guillaume Soro. Dans la conversation, ce dernier semble affirmer son soutien au putsch de septembre 2015.

Selon des sources judiciaires, le général Diendéré a demandé que des hauts responsables de l'armée puissent comparaître comme témoins, de même que l'actuel chef de l'Etat, Roch Marc Christian Kaboré et l'ancien président de la transition Michel Kafando.

Les accusés risquent tous de « lourdes peines » au terme de ce procès censé durer plusieurs mois, selon des sources judiciaires, qui ont précisé que « la lecture de l'ordonnance de plus de 15 000 pages annoncera la couleur de ce procès marathon ».

Pour l'association des blessés du coup d'Etat du 16 septembre 2015 (ABCE), ce procès « donne l'espoir de panser (leurs) blessures et envisager une réconciliation ». Selon le Mouvement burkinabè des droits de l'Homme et des peuples (MBDHP), ce procès sera un « test grandeur nature de la crédibilité de la justice burkinabè », accusée très souvent d'être aux ordres du pouvoir. Et le choix d'un tribunal militaire a été critiqué par la défense, qui redoute une justice politique, aux ordres du pouvoir, ainsi que par Amnesty International.

Pour certains analystes, le procès du putsch de 2015 pourrait apporter des éclaircissements sur des affaires non résolues, comme l'assassinat du président Thomas Sankara en 1987 ou du journaliste Norbert Zongo en 1998, dans lesquelles les noms du général Diendéré ou de la garde présidentielle de Blaise Compaoré sont souvent cités.

Yvette Reine Nzaba

SPORT DU TRAVAIL

Une marche continentale en avril à Brazzaville



Les marcheurs lors du lancement de la saison sportive de la ligue de Brazzaville/Adiac

Les compétiteurs de plusieurs pays du continent se réuniront dans la capitale congolaise, dans deux mois, pour une compétition de la marche sportive, une discipline olympique dont la pratique au Congo n'a pas encore atteint le niveau souhaité.

Les membres de l'organisation du sport du travail en Afrique seront à Brazzaville, en avril prochain. L'annonce a été faite par Aloïse Dississa s'exprimant au nom du président de la fédération congolaise de la discipline à l'occasion du lancement de la saison sportive de la ligue départementale de Brazzaville du sport du travail, le dimanche 25 février. Le pays hôte visiblement prêt, lors du lancement de la saison sportive de la ligue.

En effet, plus de 800 employés de diverses entreprises ont pris

part à la marche sportive. Koukaba Vuidibio est arrivé en tête de peloton sur l'ensemble des catégories. « Je salue l'initiative de la ligue qui a retenu cette discipline au lancement de sa saison sportive », a-t-il déclaré. Le gagnant est quatre fois champion du Congo de la marche athlétique.

Le président de la ligue de Brazzaville, Rodrigue Dinga, a dévoilé quelques activités, inscrites dans le plan d'actions de la ligue, qui auront lieu dans un proche avenir.

« Le 11 mars, nous organisons une compétition en l'honneur de la femme. En dehors de la marche, il y a le nzango comme discipline retenue. La première édition du week-end du sport pour la santé des travailleurs sera également organisée », a indiqué le président de la ligue. Rodrigue Dinga a par ailleurs rappelé que le sport est un moyen pour lutter contre certaines maladies non transmissibles comme l'hypertension... Selon la directrice départementale des sports, Félicité Ottombongo, la ligue de Brazzaville a réussi son premier pas. « Nous serons toujours là pour vous soutenir », a-t-elle rassuré.

Rominique Makaya